



LE DEVOIR

Les champions de la coupe Grey acclamés



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des joueurs des Alouettes de Montréal brandissaient fièrement la coupe Grey devant une foule nombreuse réunie rue Sainte-Catherine hier à l'occasion du défilé triomphal, un événement qui ne s'était pas produit à Montréal depuis 25 ans.

Euphorie rue Sainte-Catherine

Des dizaines de milliers de personnes saluent les Alouettes de Montréal

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Une foule en liesse, des joueurs euphoriques, la rue Sainte-Catherine avait des airs de fête hier après-midi à l'occasion du défilé de la coupe Grey, une première à Montréal en 25 ans. Savourant leur triomphe de dimanche, qui a valu à l'équipe les

grands honneurs de la Ligue canadienne de football, les joueurs des Alouettes ont abondamment remercié leurs partisans, les meilleurs au Canada, n'ont-ils cessé de répéter.

Des dizaines de milliers de personnes, en rangs serrés le long de la rue Sainte-Catherine, ont célébré les héros du jour. Certaines avaient le visage peint aux couleurs de l'équipe, d'autres une casquette des

Alouettes enfoncée sur la tête. «On est les meilleurs!», clamait Mario Fortin, venu de Trois-Rivières pour assister à ce «moment magique».

Le défilé, qui s'était ébranlé à l'angle des rues Sainte-Catherine et Guy, était plus que sobre: quelques voitures officielles pour les membres de l'organisation,

VOIR PAGE A 8: EUPHORIE

L'éducation politique déductible d'impôt

Québec créerait sa propre liste d'organismes de bienfaisance pour inclure les fondations souverainistes

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Toujours opposé au financement direct par l'État des organismes de promotion de la souveraineté comme le Conseil de la souveraineté, le premier ministre Bernard Landry projette plutôt de le faire indirectement en accordant des déductions fiscales aux individus qui versent des contributions à des fondations d'études et d'éducation politiques.

Selon une hypothèse à l'étude, le gouvernement dresserait une liste québécoise d'organismes de bienfaisance dont la définition sera étendue pour inclure des organismes d'éducation populaire de nature politique. À l'heure actuelle, Revenu Québec, pour des raisons d'harmonisation fiscale, adopte la liste dressée par Revenu Canada. C'est donc dire que chaque fois qu'Otawa accorde une déduction fiscale pour une contribution à des organismes de bienfaisance qu'il reconnaît, Québec fait automatiquement de même. Or le gouvernement fédéral, qui traite comme un organisme de bienfaisance le Conseil pour l'unité canadienne, chargé de faire mousser l'appartenance à la nation canadienne, n'est évidemment pas disposé à accorder un tel statut

VOIR PAGE A 8: IMPÔT

Retombées du Sommet de Montréal

Près de quatre millions sur cinq dépensés pour des études

FRANÇOIS CARDINAL
STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

La quasi-totalité de l'enveloppe créée dans la foulée du Sommet de Montréal ira aux consultants et aux fonctionnaires dont le mandat est de mener des études de faisabilité. Les très nombreux projets promis devront donc attendre un prochain exercice financier avant de voir le jour. C'est ce qu'annoncera ce matin l'administration Tremblay-Zampino en déposant le budget 2003 de la Ville de Montréal. Elle confirmera du coup qu'elle ne remplira que partiellement sa promesse d'augmenter le budget du Conseil des arts de Montréal.

Le mois dernier, la Ville indiquait qu'elle consacrerait une enveloppe de cinq millions de dollars pour «le lancement rapide d'une série de projets dans la foulée du Sommet de Montréal» de juin dernier. Or la Ville pourrait ne dépenser en 2003 qu'environ le quart de cette somme afin de «lancer» concrètement ces projets, soit un peu plus de un million. Les trois quarts de l'enveloppe seront en effet consacrés exclusivement au lancement d'études, aussi nombreuses que diverses.

En entrevue mardi, M. Zampino a refusé de confirmer ces chiffres. Par contre, il a reconnu que la majeure partie des cinq millions sera versée en études de pré-faisabilité et de faisabilité. «C'est une amorce, a-t-il dit. Il y a beaucoup d'argent qui sera dépensé en études, mais ce sont ces dernières qui vont nous aider à déterminer si on va de l'avant ou non.»

VOIR PAGE A 8: ÉTUDES

IRAK

Les premières inspections se déroulent sans anicroche



À lire en page A 5

Coûts de construction du nouveau bureau montréalais

La Vérificatrice enquêtera à la Caisse de dépôt

Landry a donné suite à la demande de Charest

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Cédant aux pressions qui fusent de toute part, le premier ministre Bernard Landry mandate la Vérificatrice générale du Québec pour qu'elle enquête sur les coûts de construction du nouveau bureau d'affaires montréalais de la Caisse de dépôt et placement.

M. Landry a accepté hier matin de mettre en avant une proposition du chef de l'opposition, Jean Charest. Le premier ministre a apposé sa signature au bas d'une lettre conjointe demandant une vérification externe sur les supposés dépassements de coûts.

Le leader libéral a profité de la période de questions pour reprendre là où il avait laissé la veille. Cette fois, M. Charest s'appuyait sur notre manchette d'hier pour demander de nouveau une enquête externe. Le Devoir révélait en effet que les membres du conseil d'administration de la Caisse n'avaient pas été mis au courant des supposés dépassements de coûts. Ils en ont pris connaissance par les journaux.

VOIR PAGE A 8: VÉRIFICATRICE

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 4	Les sports.....	B 6
Bourse.....	B 2	Météo.....	B 5
Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
Économie.....	B 1	Mots croisés.....	B 5
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

Élection partielle dans Lac-Saint-Jean-Saguenay

Des bloquistes se rangent derrière le candidat libéral

À l'approche des deux élections partielles fédérales du 9 décembre prochain, Le Devoir est allé prendre le pouls des électeurs et des candidats dans Lac-Saint-Jean-Saguenay et Berthier-Montcalm. Au Saguenay, notre journaliste Hélène Buzzetti a constaté que derrière les déchirements internes qui ébranlent les bloquistes se pose la question même de l'utilité d'un parti souverainiste sur la scène fédérale. Elle livre aujourd'hui le résultat de son enquête. Les articles consacrés à la campagne dans Berthier-Montcalm seront publiés la semaine prochaine.

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

Alma — Des dizaines de militants bloquistes mécontents de la gestion interne des affaires de leur parti travaillent à faire élire le candidat libéral lors de la prochaine élection partielle dans Lac-Saint-Jean-Saguenay.

La démarche de chacun varie: certains ne voteront plus jamais pour le Bloc québécois alors que d'autres disent seulement vouloir «donner une leçon» à leur parti. Mais tous réagissent au même événement, soit le déroulement de l'assemblée d'investiture dans la circonscription. En filigrane, c'est tout le débat sur la pertinence de laisser les partis politiques être les principaux véhicules de la souveraineté qui se joue ici.

«On prend une pause par rapport à la partielle», résume Bernard Pilote, le leader du mouvement et l'un de ceux qui ont aidé Lucien Bouchard à créer le Bloc québécois. «On a moins confiance au candidat de notre parti qu'à celui de l'autre parti.»

Le candidat du parti de M. Pilote, c'est Sébastien Gagnon, 29 ans. Il avait remporté la première investiture par une majorité d'une seule voix contre Patrice

Dallaire. Le camp adverse a demandé un second vote après avoir allégué que plusieurs militants favorables à M. Gagnon, dont lui-même et son épouse, avaient voté illégalement puisqu'ils ne résidaient pas de façon permanente dans la circonscription. Le vote a été repris, M. Gagnon a encore gagné, mais le camp Dallaire a refusé de se rallier.

«On veut des candidats «clean», résume Candide Lemieux. Elle raconte que la tante et la cousine de M. Gagnon auraient déclaré avoir déménagé dans la circonscription pour pouvoir voter. Après vérification, l'adresse fournie aurait été «une cabane dix par dix avec pas d'installations sanitaires». Rosanne Tétreault, qui travaille ouvertement à la campagne du candidat libéral, renchérit: «Je ne suis pas capable de défendre ce gars-là. [...] Ce n'est pas un reniement du Bloc, c'est un bon coup de pied au derrière du Bloc. S'ils veulent réveiller l'époque Duplessis et sortir les morts du cimetière, qu'ils le disent!»

En plus de la magouille alléguée, on reproche à Sébastien Gagnon de ne pas parler assez de souveraineté et de ne pas être à la hauteur. «On ne peut pas laisser passer un candidat si on ne sait pas s'il croit à la souveraineté», explique M. Pilote.

VOIR PAGE A 8: BLOQUISTES

Lire aussi en page A 4

■ «Je ne vote pas libéral, je vote pour Gilbert Tremblay»
■ Gilles Lavoie, chef de l'Alternative nationale, un parti né à Alma

• LES ACTUALITÉS •

La politique de l'eau reçoit un bon accueil

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

La nouvelle politique nationale de l'eau a été accueillie de façon enthousiaste par les milieux environnementaux et même par les embouteilleurs, que Québec a désignés comme le premier groupe ciblé par le nouveau système de redevances.

Cependant, plusieurs groupes et organismes ont fait état de questions, voire d'inquiétudes sur certains aspects, sans que cela n'affecte toutefois le jugement globalement positif porté sur l'ensemble.

Pour Hubert Chamberland, président du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ), le gouvernement, avec sa nouvelle politique, «annonce une nouvelle façon de voir: il nous reste à inventer une façon de faire» grâce aux 33 nouveaux organismes de bassin annoncés, que Québec financera du moins durant les premières années et qui seront définitivement ouverts aux citoyens, ONG et groupes écologistes.

De son côté, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCRE) retient avant tout la réduction ciblée de 20 % de la consommation d'eau ainsi que le maintien du caractère public de la propriété et de la gestion des équipements municipaux. Plus prudent en matière d'assainissement, le RNCRE dit attendre surtout des «résultats concrets» de la nouvelle volonté gouvernementale de faire progresser l'assainissement industriel et agricole. A plus court terme, le RNCRE estime que Québec devrait s'attaquer prioritairement et rapidement à la pollution de l'eau causée par les moteurs à deux temps sur les petits lacs et les réservoirs municipaux d'eau potable.

Harvey Mead, président de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), souligne de son côté la nouvelle place faite aux instruments économiques à la fois pour décourager les pollueurs et la consommation abusive d'eau mais aussi pour étoffer, par une «logique d'écoconditionnalité», l'aide financière accordée aux exploitants agricoles.

Le Saint-Laurent

La plupart des groupes écologistes soulignent la place centrale que la politique accordée au Saint-Laurent, à la gestion intégrée par bassin versant et au rôle nouveau, quoique jugé timide dans certains cas, accordé aux citoyens et aux groupes sociaux.

Les industriels de l'environnement, regroupés pour la plupart dans le Réseau Environnement, applaudissent eux aussi l'entrée du Québec dans la gestion intégrée par bassin versant, une revendication de cet organisme depuis le milieu des années 80.

Mais ils notent avec réserve que l'horizon de la politique se limite à 2007 alors que plusieurs mesures devraient s'étaler sur une quinzaine d'années; que le financement des mesures annoncées ne soit pas entièrement acquis; que la réglementation sur la qualité de l'eau potable ne s'applique qu'aux réseaux municipaux, non aux réseaux privés; que rien ne soit prévu pour les 300 000 puits individuels du Québec; que les solutions proposées pour assurer la pérennité des réseaux publics soient à débattre; qu'on ne discute pas du coût de l'eau et du financement des services; que plusieurs aspects de la gestion de l'eau soient ramenés à la politique énergétique et que les impacts des changements climatiques «ne soient pas considérés comme un thème majeur».

Pour la critique de l'opposition en matière d'environnement, le député libéral Robert Benoit, la politique contient peu d'outils d'information destinés aux citoyens et n'est pas suffisamment centrée sur la santé, ce qui devrait primer, à son avis. De plus, dit-il, la politique n'engage pas le gouvernement à fusionner dans une loi unique les nombreuses lois éparpillées qui touchent actuellement aux eaux, comme le recommandait le rapport Beauchamp. Enfin, dit-il, cette politique fait défaut, sur plusieurs sujets clés, de définir des objectifs et des échéanciers précis. Se disant d'accord avec la nouvelle logique des bassins versants, le Parti libéral estime cependant que cette percée fait défaut d'être placée sous une autorité définie, responsable de l'atteinte de résultats tangibles. Le PLQ aurait réclamé en priorité d'Ottawa, selon Robert Benoit, qu'il cède ses pouvoirs sur les eaux intérieures au Québec afin d'assurer une plus grande homogénéité de la gestion des eaux. Aussi, il aurait imité les Américains en instituant un système de permis à échéances précises pour les barrages.

La coalition Eau-Secours, pour sa part, attendra de voir les lois et règlements qui concrétiseront cette politique, explique Martine Ouellette. Mais la coalition se dit satisfaite de voir réaffirmée la gestion publique des eaux et des équipements municipaux et, surtout, l'amorce d'un diagnostic scientifique des nappes phréatiques du Québec, une tâche, dit-elle, qu'il faut doubler d'un moratoire afin que Québec n'accorde plus de permis avant d'en connaître véritablement les impacts.

CHUM: Québec est prié d'agir avant les élections

Le recteur de l'UdeM craint de perdre son équipe de formation et de recherche si le gouvernement continue de tergiverser

L'inaction du gouvernement en ce qui concerne le projet du CHUM dérange le recteur de l'UdeM, qui rêve à la première pelletée de terre coin Saint-Denis et Rosemont et presse Québec de s'y mettre avant que la ronde électorale n'emporte la construction du nouvel hôpital universitaire.

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

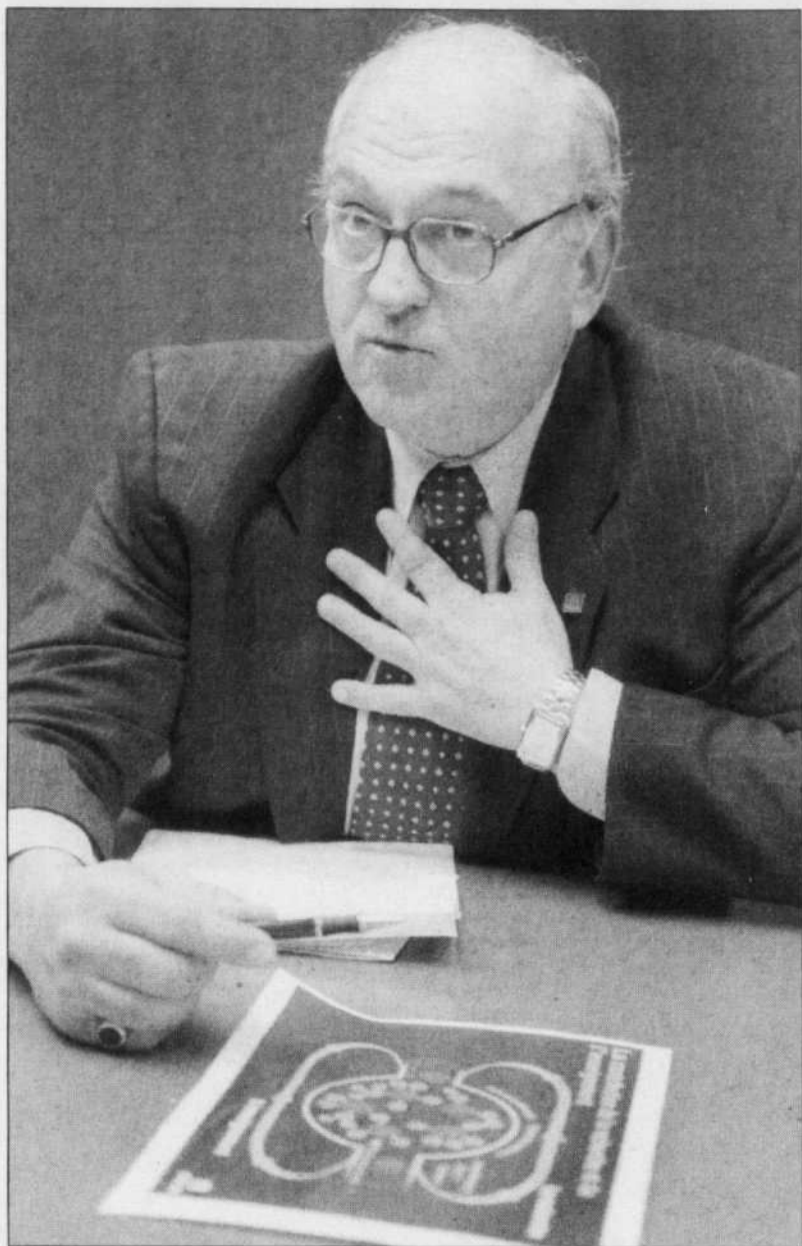
Craignant que le vent électoral ne fasse tourner le projet du CHUM et signe le départ de ses troupes, le recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, presse le gouvernement de permettre rapidement la première pelletée de terre du centre hospitalier universitaire, promis depuis quatre ans.

«Je dis au gouvernement: "C'est assez!" Dans la mesure où le CHUM répondra aux paramètres financiers qui lui ont été imposés, s'il vous plaît, commencez!»

Un brin excédé, le recteur de l'UdeM interpelle aussi les deux partis d'opposition, leur enjoignant de ne pas faire du dossier du CHUM un enjeu électoral. «Ce que je dis autant à M. Charest qu'à M. Dumont, c'est: soyez responsables dans ce genre de situation et ne menez pas sur le terrain politique des décisions qui doivent être prises si possible avant les élections», a-t-il expliqué hier, de passage au Devoir.

Le recul apparent du gouvernement en ce qui concerne le projet du CHUM indispose le recteur de l'UdeM, qui a d'abord vu ses troupes se mobiliser autour de la promesse du 6000 rue Saint-Denis, puis déchanter devant l'inaction de Québec. «S'il fallait reculer, je vous garantis que, dans nos milieux hospitaliers, ce serait la débâcle!»

Après avoir vivement souhaité un CHUM concurrentiel avec des hôpitaux du genre en Amérique du Nord et ailleurs en Europe, l'équipe de formation et de recherche de l'Université de Montréal pourrait s'étioler davantage si le projet devait être mis sur la glace,



Robert Lacroix, directeur général du CHUM actuel, pense lui aussi qu'il faut activer maintenant le projet de construction du nouveau CHUM.

craint le recteur. «C'est systématique: depuis que ça traîne, on a perdu des gens qui sont partis travailler pour d'autres hôpitaux, à Laval, ailleurs, aux États-Unis, et ils ne reviendront pas!»

Membre du conseil d'administration de la Société d'implantation du CHUM (SICHUM), le recteur Lacroix presse le gouvernement de nommer un nouveau président à la tête de l'organisme, un si-

ge laissé vacant depuis le départ inattendu de Claude Bédard, en juin dernier. «En nommant un nouveau président, il faudrait aussi signaler qu'on est prêt à partir», dit-il, insistant sur le fait que, depuis l'annonce faite par l'ex-premier ministre Lucien Bouchard de ce mégaprojet, les prévisions budgétaires sont demeurées les mêmes.

Le directeur général du CHUM actuel, le Dr Denis R. Roy, demeure lui aussi convaincu du besoin urgent de passer à l'action. Au cours de la dernière année, 1200 personnes au CHUM ont trimé dur pour parvenir à dresser le plan fonctionnel et technique (PFT) du futur CHUM, qui sera soumis au gouvernement en janvier prochain. Ce PFT permettra d'établir avec exactitude les coûts de construction.

Même si le contexte pré-électoral favorise la résurgence d'opinions défavorables aux coûts imposés du projet, le Dr Roy affirme que ces critiques sont non fondées. «Les dissensions découlent beaucoup de l'ignorance des coûts que supposerait la rénovation des hôpitaux actuels. Non seulement le nouveau CHUM est essentiel, mais les gens oublient que la rénovation coûterait presque trois milliards et que de demeurer sur trois sites continuerait à nuire à notre efficacité», affirme-t-il.

Plus encore, la rénovation majeure des trois hôpitaux entraînerait le chaos total dans la prestation des soins aux patients pendant plusieurs années, croit le directeur du CHUM, donnant en exemple l'impact des travaux entrepris récemment à l'urgence de l'hôpital Saint-Luc.

Il faut distinguer les coûts d'immobilisation du projet, ponctuels et répartis sur plusieurs années, des coûts de fonctionnement, croit-il. Cela n'a rien à voir avec la somme de 1,8 milliard récurrente dont M. Legault a besoin pour financer des services de santé, dit-il.

Malgré un déficit qui a atteint l'an dernier 43 millions de dollars, le directeur du CHUM est confiant de redonner à cet hôpital sa santé financière avant de déménager sur le nouveau site. Un plan d'optimisation de 13,5 millions a été adopté à l'automne, et la table des chefs de département vient de donner son aval à un nouveau plan de «gouverne» qui prévoit accroître la participation des médecins à la gestion.

Petites centrales hydroélectriques

Les régions accusent le coup

Les écologistes demandent un effort de plus

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Si la décision du premier ministre Bernard Landry a été chaudement applaudie par les défenseurs des rivières, qui l'exhortaient hier à garantir sur le plan législatif la protection des «cathédrales d'eau», en régions et chez les promoteurs, on accusait le coup avec difficulté.

Pour le préfet de la MRC de la Minganie et maire de Havre-Saint-Pierre, Julien Boudreau, «Québec a privilégié la voix des artistes plutôt que celle des élus». «Pour nous, expliquait M. Boudreau, les petites centrales privées, c'était une pierre angulaire de notre développement économique. Et ce n'est pas vrai qu'on perdait nos atouts touristiques en construisant des centrales. Ici, le tourisme, c'est trois mois par année. On aurait pu s'assurer qu'il passait alors un débit suffisant pour mettre les barrages en valeur.»

Du côté de l'Association québécoise de la production d'énergies renouvelables (AQPER), aucune réaction officielle hier. Mais d'intenses pourparlers avaient cours au niveau des membres et de la direction, qui n'a pas rappelé Le Devoir.

Mais pour Philippe Dufresne, président d'Hydro-Innovation, «l'industrie de l'hydroélectricité est en deuil» après ce qu'il qualifie de «coup de grâce» au programme des petites centrales. À son avis, les

firmes qui ont investi dans ce domaine ne pourront plus garder leurs ingénieurs ni récupérer leurs récents investissements.

Écologistes

Son de cloche évidemment très différent au mouvement «Adoptez une rivière», qui a mobilisé une soixantaine d'artistes pour protéger les chutes ciblées par le programme, ainsi qu'à la Fédération québécoise du canot et du kayak. On félicitait chaleureusement le premier ministre Bernard Landry de limiter désormais la construction de petites centrales aux seuls sites déjà dotés de barrages. Le mouvement réclamait en outre une loi pour protéger les sites non développés, y compris les parcours canotables, afin de les mettre à l'abri d'une troisième vague de projets.

Le deuxième programme de production privée ciblait 36 chutes en 2001. Québec avait ramené leur nombre à 14 l'an dernier mais seulement neuf sites ont finalement été inscrits à l'appel d'offres d'Hydro-Québec. Mais Québec a éliminé hier le projet sur la rivière Sheldrake, sur la Côte-Nord, parce que le site est vierge. Il a conservé les deux autres choix d'Hydro-Québec, soit la Magpie, sur la Côte-Nord, et le barrage Taureau, sur la Matawin, en y ajoutant le projet de centrale au barrage fédéral du Rapide-quinze, au Témiscamingue.

EN BREF

TPS et TVQ: 56 perquisitions menées au Québec

(PC) — Des agents des ministères du Revenu du Québec et du Canada ont exécuté, hier, pas moins de 56 mandats de perquisition visant à saisir tout document susceptible d'établir la culpabilité de 76 personnes soupçonnées d'avoir obtenu frauduleusement des remboursements de TVQ et de TPS à la suite de ventes prétendues de vêtements à l'extérieur du pays. Quelque 250 agents, accompagnés d'une cinquantaine de policiers, ont mené des perquisitions dans les régions de Montréal, Laval, des Laurentides, de Lanaudière, de la Montérégie, de Sherbrooke et de Québec. Au ministère québécois du Revenu, la porte-parole Marie Godbout a expliqué en quoi consistait la fraude présumée. Un individu s'inscrit aux registres des ministères du Revenu en prétendant exploiter une compagnie du secteur du vêtement. La compagnie fictive fait valoir qu'elle a payé TPS et TVQ au moment de l'achat de marchandises. Comme elle ne peut récupérer l'argent de ces taxes pour les ventes faites à l'extérieur du pays, elle réclame des remboursements de ces taxes. On soupçonne qu'elles sont fictives et que les transactions pour lesquelles il y a eu remboursement des taxes n'ont pas eu lieu, a expliqué Mme Godbout.



27^e année

Exposition d'hiver
D'ANTIQUITÉS
de Montréal

29 nov. - 1 déc. 2002

PLACE BONAVENTURE, MONTRÉAL

Vendredi	29 novembre	11 h - 21 h
Samedi	30 novembre	11 h - 18 h
Dimanche	1 décembre	11 h - 18 h

Adultes 8,00 \$ • Âge d'or 6,00 \$ • Enfants 1,00 \$

Une réalisation Obsession Antiques Ltée
(514) 933-6375



DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR

Importations
Jacardi Inc.
Depuis 25 ans

Costumes pour hommes

«Haut de gamme»

«Dormeuil» - «Lubiam»

Smokings - Chemises - Cravates
Pantalons - Manteaux - Sportswear
Importés d'Italie

Rapport qualité/prix inégalé

LUN VEN 10 h à 18 h SAM 10 h à 16 h
Soir sur rendez-vous

2015 Drummond, suite 102 (coin Maisonneuve)
Montréal (514) 845-6067

Grand solde

au Club 402-HOMME 50% et plus

Costumes importés d'Italie 100% laine ~ tissus griffés	reg. 950\$ Solde 399\$
Manteaux importés d'Italie cachemire et laine	reg. 900\$ Solde 399\$
Vestons importés d'Italie 100% laine	reg. 650\$ Solde 299\$
Pantalons importés d'Italie 100% laine	reg. 195\$ Solde 99\$
Chemises importés d'Italie 100% coton	reg. 150\$ Solde 75\$

1118, rue Sainte-Catherine O.,
2^e étage, Montréal (Québec)
H3B 1H5
tél.: 861-3636

Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi de 10 h à 16 h
Tous les soirs après 18 h
sur rendez-vous seulement

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Michel David

Le dernier des matamores

Chaque fois qu'on fait le procès du chef de cabinet d'un premier ministre, il me revient en mémoire ce que Lucien Bouchard écrivait dans son livre, *À visage découvert*: «Il reçoit les coups que leurs auteurs n'osent porter au premier ministre, se fait accuser de donner à ce dernier des conseils funestes, de l'isoler, de le couper de la réalité. Le considérant comme le gardien des secrets sordides du régime, on lui prête inévitablement les plus sombres desseins et on lui impute tous les échecs du gouvernement.»

S'il n'en avait tenu qu'à ses ministres et au personnel politique, il y a longtemps que Bernard Landry aurait signifié son congé à Claude H. Roy. Ses mauvais rapports avec Pauline Marois ne datent pas d'hier. La vice-première ministre n'a jamais digéré l'exil à Bruxelles de son propre chef de cabinet, Nicole Stafford, qui était également sa grande amie. Si quelque chose peut étonner dans le départ de M. Roy, c'est qu'il soit survenu si tard. Un de ses détracteurs, également très proche de M. Landry, disait méchamment: «Claude H. ne partira que le jour où il aura atteint son objectif, c'est-à-dire faire battre le gouvernement.»

Si le premier ministre l'a défendu aussi longtemps, ce n'est pas seulement par loyauté envers le dernier des vieux amis encore à ses côtés. C'est aussi parce qu'il en avait besoin. Depuis qu'il a succédé à Lucien Bouchard, plusieurs ont été surpris de découvrir un homme qui, sous ses airs de dur, est incapable de dire non.

M. Roy avait peut-être de très mauvaises manières, mais les «jobs de bras» ne lui faisaient pas peur. Qu'on le veuille ou non, le bureau du premier ministre doit parfois recourir à la manière forte. Mario Bertrand, dit «l'abrasif», était le fier-à-bras de Robert Bourassa. Jean Royer était surnommé le *dorman* de Jacques Parizeau. La question est de savoir qui, maintenant, va se charger de ce travail.

Les fins de régime se ressemblent étrangement. En 1984, René Lévesque avait également dû se séparer de son ami et chef de cabinet, Jean-Roch Boivin, auquel Lucien Bouchard devait faire appel à son tour 12 ans plus tard mais dont l'image avait été sérieusement ternie par une sombre histoire de pots-de-ven à la SHQ et son rôle présumé dans le règlement du saccage de la Baie-James.

Les mêmes causes produisant généralement les mêmes effets, plusieurs insistaient pour que M. Lévesque renouvelle son entourage. De nouveaux conseillers, dont l'économiste Pierre Fortin, avaient donc été recrutés. M. Boivin lui-même avait été remplacé par une jeune femme de 36 ans, Martine Tremblay, qui avait une longue expérience des cabinets politiques mais qui n'inspirait pas la même crainte que son prédécesseur.

Il est impossible de savoir comment les choses se seraient passées si M. Boivin était resté, mais le fait demeure que le gouvernement et le premier ministre lui-même ont été rapidement entraînés dans une véritable descente aux enfers qui s'est terminée moins d'un an plus tard par la démission de M. Lévesque, qui n'était plus l'ombre de lui-même.

Bernard Landry a également choisi une jeune femme, Brigitte Pelletier, pour remplacer Claude H. Roy. Elle est certainement plus aimable, mais le défi est de taille. En sa qualité d'adjointe de M. Roy, c'est elle qui était chargée du dossier de Paul Bégin. On a vu le résultat.

Par la force des choses, le secrétaire général du conseil exécutif, Jean Saint-Gelais, dont les activités dépassent déjà largement le cadre habituel de la fonction, va encore accroître son influence. Tout le monde reconnaît sa compétence et son efficacité, mais il n'a rien d'un matamore.

À entendre le premier ministre se plaindre constamment d'un problème de communication qui empêcherait de rendre justice à son merveilleux bilan, plusieurs s'attendaient à ce que le directeur des communications, Jacques Wilkins, suive M. Roy dans sa disgrâce.

On lui reproche d'ailleurs une même absence de culture politique, plus précisément de culture péquiste, tant il est vrai que la gestion du PQ est presque aussi problématique que la gestion des affaires gouvernementales pour un premier ministre péquiste. Remarque, Claude Plante, qui était responsable de la stratégie de communication au bureau de Lucien Bouchard, était un pur produit du PQ, ce qui n'a pas empêché son patron d'être à couteaux tirés avec son parti du début à la fin.

D'autres accusent Jacques Wilkins d'avoir complètement aseptisé M. Landry, devenu beaucoup trop doux depuis l'incident du «*bout de chiffon rouge*». Issu du milieu de la santé, il aurait également une conception trop défensive des communications, mais est-ce sa faute si M. Landry est ébloui par ses propres réalisations?

mdavid@ledevoir.com

La fin du boum immobilier au Canada

Un marché pas comme les autres

Le Québec se distingue par l'extraordinaire vigueur des marchés de la revente et de la construction neuve

L'agence Century 21 clame la fin du boum immobilier au Canada. Mais ce qui est vrai pour les autres ne l'est pas pour le Québec, corrigent les analystes. Qu'on y parle de revente de maisons ou de construction neuve, l'activité restera exceptionnelle pour au moins deux ans encore.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

L'effervescence immobilière qui règne au Canada depuis trois ans est terminée, a annoncé hier l'agence immobilière Century 21. Au point où, l'an prochain, la revente, dans le secteur résidentiel, diminuera de 10 à 15 %, retrouvant les niveaux de 1998, a affirmé son directeur, Don Lawby.

Mais le Québec échappe complètement à cette vision *coast to coast*, rôtiraient hier différents analystes du secteur. Au contraire, le marché de la revente et de la construction neuve ne déçoit pas ici. La fin 2002 s'annonce exceptionnellement forte, et 2003 sera de la même eau.

Le Mouvement Desjardins s'attend ainsi à un total de 40 000 mises en chantier cette année — un chiffre «qu'on va peut-être même surpasser», a indiqué Hélène Bégin, économiste chez Desjardins. En 2003, ce sont 42 000 nouvelles habitations qui devraient être construites, contre 23 000 en 1998.

Au chapitre de la revente, le Québec devrait battre tous les records en 2002, avec 67 000 ventes de maisons existantes. Et s'il devait y avoir une baisse en 2003, elle sera bien minime puisque, selon les prévisions du Mouvement Desjardins, il y aura malgré tout 65 000 ventes, un décalage énorme par rapport aux 45 000 ventes de 1998.

«La différence, au Québec, c'est qu'il y a très peu de constructions locatives comparativement aux autres provinces, a ex-

pliqué Mme Bégin. La pression reste donc forte sur les secteurs de la revente et des mises en chantier parce qu'il faut bien que les gens arrivent à se loger.»

De fait, cette année, le taux d'occupation des logements locatifs s'est amélioré dans 17 des 28 régions métropolitaines du pays, sauf au Québec, selon les données rendues publiques mardi par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Québec, Gatineau et Montréal sont d'ailleurs les trois grandes villes canadiennes où il est le plus difficile, pour un locataire, de se trouver un toit, avec des taux d'occupation dramatiquement bas, entre 0,3 et 0,7 %. Un taux équilibré se chiffre plutôt à 3 % de logements vacants.

Cette pénurie est si grave que chez Desjardins, on estime qu'il n'y aura pas de retour à l'équilibre avant au moins cinq ans dans le secteur locatif. Du coup, l'accession à la propriété, favorisée par les faibles taux hypothécaires et la vigueur de l'emploi, restera forte.

Comme Century 21, Desjardins prévoit que le marché de la revente au Québec finira par retrouver son niveau de 1998. Mais pas l'an prochain: plutôt à partir de 2005. Et pas parce qu'on aura fait le plein des gens pouvant accéder à la propriété, comme c'est le cas ailleurs au pays, mais plutôt faute de propriétés à vendre et en raison de la hausse des prix, qui avoisine 10 % par année.

Les nombreux acheteurs qui resteront sur le marché se tourneront alors

du côté de la maison neuve. On prévoit donc que les mises en chantier fluctueront entre 35 000 et 40 000 par année d'ici 2006, un boum par rapport à il y a seulement deux ans, où on en comptait seulement 28 000.

De son côté, Century 21 fonde ses prévisions sur les observations de ses courtiers dans 21 grands centres canadiens, Montréal et Québec compris. Selon ceux-ci, le ralentissement de la revente a commencé ce mois-ci. C'est donc la fin d'une croissance qui, entre octobre 1999 et octobre 2002, a atteint en moyenne 41 %.

L'agence indique d'ailleurs que Montréal a connu la deuxième croissance la plus forte au pays, avec une augmentation de 81 % en trois ans de la vente de maisons existantes.

La Chambre immobilière du Grand Montréal confirme qu'il y a eu une hausse folle des transactions, mais celle-ci a commencé en 1995, et on ne prévoit aucun ralentissement. Il y aura plus de 42 000 maisons revendues en 2002, contre 30 600 en 1998, l'année de référence de Century 21.

«Et ce qu'on voit dans notre système, c'est que le marché de 2003 ne sera pas différent de celui de 2002. La différence c'est que les prix, ici, sont largement inférieurs aux autres grandes villes canadiennes. L'immobilier, au Québec, reste encore un investissement exceptionnel», a indiqué son directeur, Michel Beauséjour.

Quant aux mises en chantier de maisons unifamiliales et de condos, elles atteindront 17 500 unités cette année dans la région montréalaise et autant l'an prochain. «C'est le niveau le plus fort de ces 11 dernières années», a indiqué Sandra Girard, de la SCHL. Et c'est largement au-delà des données de 1998, alors que la construction de maisons n'atteignait pas 11 000 unités à Montréal et ses environs.



ARCHIVES LE DEVOIR

Démolition controversée de l'ancien poste de police du Port de Montréal

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

La Société du Vieux-Port a annoncé hier qu'elle démolira l'ancien poste de police du Port de Montréal et que les travaux commenceront... dès aujourd'hui. Abandonné depuis 1981, le bâtiment est dans un si piètre état que la direction du Vieux-Port estime qu'on ne peut retarder les travaux. Ce n'est pas l'avis du conseiller municipal de Ville-Marie, Robert Laramée, qui considère cette décision aussi discutable que précipitée.

Construit en 1923, l'édifice de trois étages situé tout près du quai de l'Horloge était inutilisé depuis deux décennies. Dès 1982, la Société du Vieux-Port avait décelé des faiblesses dans sa structure et avait procédé, au cours des années suivantes, à diverses interventions, dont l'installation de poutrelles d'acier, pour tenter de le consolider, mais en vain. Sa stabilité précaire et la progression des fissures ont convaincu la direction du Vieux-Port qu'une démolition s'imposait. En mai dernier, le Service de sécurité incendie de Montréal avait même jugé l'édifice non sécuritaire et, depuis octobre dernier, celui-ci est recouvert d'une toile pour protéger les passants des chutes de mortier.

Alerté, le conseiller municipal de Ville-Marie, Robert Laramée, a songé à obtenir une injonction pour empêcher la Société du Vieux-Port d'aller de l'avant avec ses travaux, mais le contentieux l'en a vite dissuadé, jugeant la démarche inutile. C'est donc par lettre hier qu'il a demandé à Claude Benoît, présidente du Vieux-Port, de surseoir à sa décision car il attribue au bâtiment une valeur patrimoniale certaine. «Il vaut la peine, selon moi, qu'on prenne deux minutes de respiration. Peut-être pourra-t-on trouver le financement nécessaire



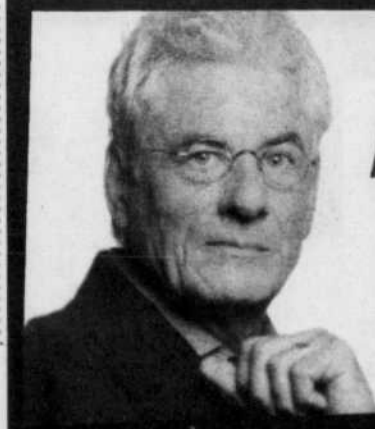
JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La Société du Vieux-Port a annoncé hier qu'elle entreprendrait aujourd'hui la démolition de l'ancien poste de police du Port. La machinerie est d'ailleurs déjà sur place.

pour le mettre en valeur», fait-il valoir. Mais selon Jean-Claude Marsan, professeur à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, l'ancien poste

de police a une valeur patrimoniale plutôt minime, tant sur le plan historique que sur le plan architectural, et, connaissant le délabrement de l'édifi-

ce, il reconnaît que dans «des circonstances comme celle-là, où un édifice est en train de tomber, il faut prendre de telles décisions».



Arabie Saoudite : amie ou ennemie ?

Ce soir 21 h
Points chauds

Depuis le 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite a un sérieux problème d'image.

Réalisation-coordination : Simon Girard



Ça change de la tété

Télé-Québec
telequebec.tv

• LES ACTUALITÉS •

Les attentes québécoises face au dépôt du rapport de la commission Romanow

Le milieu de la santé réclame un financement inconditionnel

«On ne veut pas que le fédéral vienne nous dire comment organiser nos services», dit une porte-parole des CLSC

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Alors que des fuites laissent prévoir que le rapport Romanow prônera un rehaussement majeur des transferts fédéraux en santé, tous les acteurs québécois de la santé souhaitent que ce financement accru soit exempt de toute contrainte en ce qui a trait à l'organisation des services.

Reprenant la position officielle du gouvernement Landry et celle émise mardi par le chef libéral Jean Charest, la plupart des organisations québécoises en santé s'inquiètent des exigences que le rapport Romanow pourrait suggérer de joindre à l'injection de nouvelles sommes d'argent du fédéral.

«On veut que le financement ne soit pas attaché et que le choix de l'utilisation de ces fonds soit laissé aux provinces», a insisté hier une porte-parole de l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ), Lisa Massicotte.

Les hôpitaux du Québec conviennent de la nécessité d'une reconnaissance explicite du sous-financement fédéral mais aussi d'un débat sur de nouvelles sources de financement. «A ce chapitre, on n'est pas certains que le rapport va aller très loin», a dit Mme Massicotte.

Dans la même veine, les gestionnaires d'hôpitaux souhaitent que le rapport ouvre la voie à la modernisation de la Loi canadienne sur la santé, notamment en proposant d'élargir aux soins à domicile les services de santé gratuits. Plus encore, on souhaite que les principes d'intégralité et d'universalité soient repensés à la lumière des contraintes financières actuelles. «Si le fédéral continue de se désengager, il ne peut pas continuer à exiger des autres le respect intégral de ses principes», a dit la porte-parole de l'AHQ.

Même cri du cœur du côté de l'Association des CLSC et des CHSLD, où on affirme que les recommandations doivent laisser toute latitude aux provinces pour qu'elles appliquent leur propre modèle. «On a un modèle québécois qui s'appelle le CLSC est qui est admiré partout ailleurs au pays. Alors, on ne veut pas que le fédéral vienne nous dire comment organiser nos services», a plaidé Andrée Gendron, directrice de cette association.



Roy Romanow, que l'on voit ici derrière Jean Chrétien, déposera aujourd'hui son rapport qui suscite bien des attentes.

Celle-ci a d'ailleurs donné l'exemple des fonds ponctuels de 800 millions, octroyés il y a trois ans par le fédéral pour renflouer les soins primaires. Compte tenu des interminables négociations fédérales-provinciales amorcées afin de déterminer la façon de dépenser cette somme, les CLSC n'ont toujours pas vu la couleur de cet argent! «Il faut éviter les solutions ponctuelles qui ne règlent rien à nos problèmes de financement et assurer un financement stable des services», a dit Mme Gagnon.

L'idée d'une superagence fédérale de surveillance, évoquée cette

semaine par le quotidien *The Globe and Mail*, fait aussi dresser les cheveux sur la tête des prestataires de services québécois. «Si on veut dépenser notre argent pour surveiller ce qu'on fait, ça n'a pas de sens. Ici, tout le monde s'entend sur ce qu'on doit faire, alors passons aux actes», a relancé Mme Gendron.

On n'en pense pas moins à la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), où l'on craint que le rapport Romanow prêche l'«orthodoxie pure et dure» face à la Loi canadienne sur la santé. «Nous, on croit à de nouvelles formes de financement et à une cer-

taine participation du privé, notamment dans des cliniques affiliées. Mais on craint que ce soit un rapport de plus qui dise la même chose que les autres», a soutenu hier le Dr Yves Dugré, président de la FMSQ.

Par ailleurs, celui-ci espère que le rapport réitère, comme plusieurs autres avant lui, l'importance d'investir dans les centres hospitaliers universitaires. «On sait ce qu'il faut, a-t-il conclu. Maintenant, arrêtons les rapports et passons à l'action! Comme médecin, ce qui me préoccupe, c'est l'accessibilité aux soins des patients.»

Ottawa pourrait ajouter des milliards, dit Manley, mais il aura besoin de temps

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le gouvernement fédéral serait prêt à réinvestir «des milliards» dans la santé, mais il lui faudrait au moins deux ans pour être en mesure d'injecter autant que les sept milliards de dollars que préconiserait le rapport Romanow, a indiqué hier le ministre des Finances, John Manley.

«Nous acceptons [le fait] qu'il sera nécessaire d'augmenter le niveau d'appui du gouvernement fé-

déral de plusieurs milliards de dollars, mais je ne peux pas dire en combien de temps ni exactement le chiffre, a déclaré le ministre, qui était de passage à Québec. Ce sera discuté au cours des mois qui viennent, mais il faut attendre les résultats économiques avant de préparer le budget.»

Selon le quotidien *The Globe and Mail*, le rapport Romanow — qui sera rendu public aujourd'hui à Ottawa — doit entre autres préconiser un réinvestissement fédéral de sept milliards de dollars

dans le Transfert canadien pour la santé et les programmes sociaux destinés aux provinces.

«Nos prévisions économiques ne nous laissent entrevoir qu'un surplus de 3,1 milliards pour l'an prochain, a commenté M. Manley. Il serait possible que tout cela aille à un seul poste budgétaire, et il ne fait pas de doute que la santé est la priorité numéro un, mais nous devons aussi satisfaire des demandes aussi variées que les Forces armées et la pauvreté des enfants. Alors, nous aurons à

faire des choix difficiles.»

Quoi qu'il en soit, «nous ne pourrions certainement pas satisfaire cette demande sur les deux prochaines années, alors tout dépendra du calendrier et de la structure exacte de financement que suggérera M. [Roy] Romanow», a affirmé le ministre fédéral.

Une conférence fédérale-provinciale des premiers ministres doit se tenir en janvier et d'importantes décisions sur le réinvestissement fédéral en santé doivent y être prises, a-t-il conclu.

LAC-SAINT-JEAN-SAGUENAY

Gilbert Tremblay, candidat libéral

Un fédéraliste dont les souverainistes s'accommodent

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

Alma — «Un comté gagnant!» C'est le slogan qu'utilise le candidat libéral Gilbert Tremblay pour convaincre les électeurs de Lac-Saint-Jean-Saguenay de mettre fin à leur lune de miel avec le Bloc et d'élire un député du parti au pouvoir. M. Tremblay affirme avoir une preuve tangible que cela peut être payant en la personne du député André Harvey, ancien conservateur devenu libéral dans la circonscription voisine de Chicoutimi-Le Fjord. C'est peu de temps après le changement d'allégeance de M. Harvey qu'Ottawa a enfin accepté de payer pour élargir à quatre voies la funeste route 175, sans compter l'obtention du Centre des technologies de l'aluminium...

Pas étonnant qu'il y ait, sur le dépliant électoral de M. Tremblay, non pas deux mais trois photos: la sienne, celle du premier ministre Jean Chrétien et celle... d'André Harvey! «M. Harvey est débordé, lance le candidat. C'est simple, il travaille pour toute la région du Lac-Saint-Jean.»

M. Tremblay en est à sa première élection fédérale, mais en bon conseiller municipal impliqué, c'est un homme de terrain. Il suffit de l'accompagner dans sa tournée du parc industriel pour voir qu'il connaît tous les employés par leur nom et leur nombre d'années d'ancienneté. Et même si on sent parfois que l'hôte de la visite est plutôt tenté par les «bleus», il accueille «Tremblay le rouge» chaleureusement.

Les militants bloquistes qui s'apprêtent à voter pour lui disent

ne pas avoir à se pincer le nez. «Je ne vote pas pour le Parti libéral, précise Gilles Goulet, je vote pour Gilbert Tremblay.» On salue son fédéralisme mou et sa fibre régionaliste (il a un drapeau du Royaume — la région s'autodésigne ainsi — dans son local électoral). «Gilbert Tremblay, c'est pas un fédéraliste de haut niveau: il a déjà été souverainiste!», lance Bernard Pilote, qui votera pour lui.

M. Tremblay a en effet voté pour le OUI en 1980. En fait, à peu près tous les candidats à l'élection partielle ont déjà voté OUI une fois ou une autre: le bloquiste, le libéral, l'allianciste Alcide Boudreau (en 1995) et même Gilles Lavoie, le fondateur du nouveau Parti alternative nationale du Canada (voir autre texte).

M. Tremblay le dit sans gêne à ceux qu'il rencontre: il ne fera pas beaucoup d'interventions en Chambre mais axera sa démarche sur l'obtention de fonds fédéraux pour sa région.

Le maire Jean-Maurice Harvey, qui connaît bien son conseiller Tremblay, croit que les gens sont devenus «terre à terre». «Ils se demandent qui a le plus de chance de rapporter des dividendes à court terme. Ils ne veulent plus passer à côté d'occasions de se développer.»

Ottawa a-t-il trop de surplus dans ses coffres? Gilbert Tremblay se fiche du débat sur le déséquilibre fiscal: il va là où l'argent se trouve. «Il faut aller chercher notre dû», réplète-t-il sur tous les tons. Ça ressemble peut-être aux envolées nationalistes de Duplessis, mais c'est ainsi que parlent les apôtres de Chrétien au Royaume...

Gilles Lavoie, candidat de l'Alternative nationale

Chef d'un parti né à Alma

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

Alma — «Il faut une nouvelle approche, sans ligne de parti, où le député est libre de ses idées et de ses opinions en autant qu'il est d'accord avec l'approche générale du parti. Il faut redonner aux députés plus de pouvoirs au niveau législatif.»

Celui qui tient ce discours n'est ni un partisan de Paul Martin ni un allianciste, mais plutôt le fondateur du Parti alternative nationale du Canada, une nouvelle formation politique, reconnue par Elections Canada, qui a vu le jour à Alma.

Son fondateur, Gilles Lavoie, en est à sa deuxième tentative électorale: il s'était présenté comme candidat indépendant aux dernières élections générales fédérales et il était arrivé quatrième, avec 900 votes, en avance sur le candidat conservateur. Il a depuis formé son parti aux couleurs duquel il se présente cette fois.

M. Lavoie, comme une grande majorité d'électeurs dans Lac-Saint-Jean-Saguenay, a voté OUI aux deux derniers référendums, mais il

dit avoir «tourné la page». «Ça ne m'intéresse plus de travailler à la cause indépendantiste. On paye la moitié de nos impôts à Ottawa et on est exclus du pouvoir», déplore-t-il. Selon lui, l'Alliance canadienne ne pourra jamais prendre le pouvoir et, de toute façon, il ne le souhaite pas. «Je déteste l'Alliance canadienne en général et sa philosophie d'extrême droite, très pro-américaine.»

Il dit avoir contacté deux députés bloquistes qui lui auraient signifié leur ouverture à se joindre à lui advenant une victoire électorale. Il ne donne pas de noms. Il dit avoir contacté aussi deux députés dissidents de l'Alliance, Jim Pankiw (devenu indépendant) et Inky Mark (devenu conservateur).

Si la démarche de M. Lavoie est singulière, il n'en reste pas moins que la réflexion qui l'a poussé à fonder son parti ressemble étrangement à celle d'autres électeurs ici qui cherchent une solution de remplacement aux libéraux de Jean Chrétien. «Il faut redémarrer une opposition qui sera nationale, explique-t-il. Il faut arriver à faire quelque chose qui sera différent.»

Salariée ?

Autonome ?

Associée ?

J'le sais pas.



Mais je sais combien d'argent j'aurai.

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF

ANNÉES	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e
TAUX	2,50%	3,00%	4,00%	4,85%	6,00%	6,05%	6,10%	6,20%	6,25%	7,00%

Taux avantageux garantis pour 10 ans.

Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.

Plus on les garde longtemps, plus c'est payant.

Achat à partir de

1000\$

Croissance
Flexibilité
Sécurité

Boni de 1%

la première année pour les nouveaux fonds REER

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de novembre, de 10 h à 16 h.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

COMPOSEZ LE

1 8 0 0 4 6 3 - 5 2 2 9

Placements

Québec

LE DEVOIR

LE MONDE

IRAK

Les premières inspections se déroulent sans anicroche

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — Les inspecteurs en désarmement de l'ONU ont repris leur travail hier en Irak après quatre ans d'interruption, avec la visite de deux sites aux environs de Bagdad; d'autres inspections vont suivre dans les jours à venir.

Les premiers sites visités, par respectivement six membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et onze experts de la Commission de contrôle et de vérification de l'ONU (COCOVINU), étaient situés à 25 km à l'est de Bagdad et à 70 km à l'ouest de la capitale.

Les inspecteurs de l'AIEA, dirigés par le Français Jacques Boute, ont passé trois heures à l'usine Al-Tahadi («le défi»), dans la banlieue Al-Rachad, spécialisée dans la production de générateurs et d'unités de refroidissement pour les cimenteries et qui dépend de l'Organisme irakien de l'industrialisation militaire. «L'équipe a été en mesure de mener les inspections qu'elle avait prévues avec la coopération des Irakiens et nous avons eu accès à ce que nous voulions voir. Nous espérons que cette attitude irakienne aujourd'hui reflète l'avenir de notre coopération», a déclaré M. Boute à la presse.

Les onze experts de la COCOVINU ont inspecté une usine de graphite pendant une heure et une usine de tuyères de missiles pendant quatre heures, à Al-Amiriya. Ces usines font partie d'une liste de plus de 700 sites que les inspecteurs souhaitent visiter pour s'assurer que l'Irak ne détient plus et ne développe pas d'armes de destruction massive.

Durant les inspections, la presse a été tenue à distance mais le chef du site d'Al-Rachad a déclaré à des journalistes que son personnel avait «pleinement coopéré» avec les experts de l'ONU.

«Nous avons été surpris par l'arrivée des inspecteurs mais nous avons pleinement coopéré. Nous avons répondu à toutes les questions car nous n'avons rien d'interdit et notre travail est conforme aux

résolutions internationales», a déclaré Haïtham Mahmoud, ajoutant que les inspecteurs avaient «dit en partant que tout était en ordre». L'ONU a confirmé qu'il n'y avait pas eu d'incidents.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'exprimant sur la radio privée française Europe 1, a rappelé à Bagdad la nécessité d'une «coopération soutenue». «Je ne crois pas que la guerre est inévitable si l'Irak coopère franchement», a-t-il ajouté.

Au moment où les inspecteurs entamaient leurs missions, les sirènes, qui annoncent l'habitude un bombardement aérien, ont retenti dans Bagdad pendant dix minutes, à partir de 6h30 GMT, lors du passage à haute altitude d'un avion non identifié, qui a laissé une longue traînée blanche dans le ciel.

Le porte-parole des inspecteurs, Hiro Ueki, a affirmé à l'AFP que l'ONU n'avait «rien à voir avec tout avion qui survole la région» inspectée. Washington et Londres ont également assuré qu'aucun de leurs avions n'avait survolé la capitale irakienne.

Les inspecteurs de l'ONU sont équipés de matériel sophistiqué de détection, de mesure et de contrôle dans les domaines nucléaire, chimique et biologique. Ils agissent sur mandat de la résolution 1441, votée le 8 novembre. Les précédents experts de l'ONU avaient établi l'existence d'armes de destruction massive en Irak et en avaient détruit d'importantes quantités, de 1991 à 1998. Bagdad affirme qu'il n'en possède plus, mais Washington est convaincu du contraire et a prévenu que toute altération de la mission de l'ONU pourrait conduire à une offensive militaire contre le régime de Bagdad.

L'Allemagne a indiqué qu'elle allait fournir deux batteries de missiles antimissile Patriot à Israël, qui redoute des attaques irakiennes en cas d'offensive militaire américaine contre Bagdad. Berlin a prévu d'accorder aux États-Unis une assistance minimum dans l'hypothèse d'une offensive militaire.

Financement du terrorisme

Les relations saoudo-américaines tournent au vinaigre

HABIB TRABELSI
AGENCE FRANCE-PRESSE

Dubaï — Les relations saoudo-américaines, déjà malmenées par les attaques du 11 septembre 2001, sont mises à rude épreuve par une série d'accusations de médias américains contre Riyad auxquelles s'ajoutent des déclarations officielles ambiguës à Washington.

«Certaines parties à Washington essaient de saboter nos relations historiques, basées sur l'amitié et les intérêts mutuels», a déclaré hier le quotidien saoudien Al-Madina.

«Ces parties ne cessent d'empoisonner ces relations en propageant des allégations sur un prétendu financement saoudien d'auteurs des attentats du 11 septembre. Elles veulent exercer du chantage politique et réaliser les plans américains de frapper l'Irak et de restructurer le Proche-Orient», ajoute le journal.

Il réagissait à des informations du Washington Post faisant état mardi d'un plan soumis au président américain George W. Bush par le Conseil national de sécurité et donnant à Riyad 90 jours pour mettre ses ressortissants suspects hors d'état de nuire, faute de quoi Washington prendrait des mesures de rétorsion unilatérales.

Selon le Washington Post, les agences de renseignement américaines ont établi une liste de neuf personnes très riches (sept Saoudiens, un Pakistanais et un Égyptien) qui formeraient le cœur d'un groupe de financiers pour des mouvements radicaux islamistes, dont le réseau al-Qaïda d'Oussama ben Laden. La chaîne de télévision américaine ABC a pour sa part révélé lundi que l'Agence centrale de renseignement (CIA) soupçonnait douze banquiers saoudiens de continuer à fournir des fonds à

Ben Laden et à son réseau. Ces «révélations» ont suscité des déclarations ambiguës de responsables américains. Ainsi, le secrétaire d'État américain Colin Powell a qualifié de «sans fondement» les informations selon lesquelles Washington envisagerait de lancer un ultimatum à Riyad pour sévir contre ses ressortissants soupçonnés de financement du terrorisme. «Je n'ai aucune raison de penser que l'Arabie Saoudite n'est pas impliquée dans la campagne contre le terrorisme», a déclaré mardi M. Powell.

Moins catégorique, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a fait état de bons rapports entre Riyad et Washington militairement et dans la guerre globale contre le terrorisme. Il a toutefois reconnu des «différences de sensibilité» entre les deux pays.

Plus direct, le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer a souligné que Riyad «peut faire plus» pour combattre les réseaux terroristes et leurs ramifications financières. M. Fleischer est toutefois resté évasif sur l'ultimatum de 90 jours, en confirmant qu'un «groupe de travail» se penchait sur les moyens d'améliorer la capacité de Riyad à lutter contre le terrorisme mais que les informations du Washington Post reflétaient «les vues d'un de ses membres et non celles de l'ensemble du groupe».

Les «révélations» des médias américains font suite à des accusations portées par l'hebdomadaire Newsweek contre la femme de l'ambassadeur d'Arabie aux États-Unis, la princesse Haïfa Al-Faïçal, sur un versement indirect d'argent à des terroristes.

L'Arabie Saoudite est le pays d'origine de 15 des 19 pirates de l'air qui ont commis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

11 septembre 2001

Henry Kissinger va présider une enquête «indépendante»

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le président Bush a nommé hier l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger à la tête d'une commission d'enquête indépendante chargée de faire la lumière sur l'incapacité des services de renseignement à empêcher les attentats du 11 septembre 2001.

«Cette commission va m'aider, ainsi que les futurs présidents, à comprendre les méthodes utilisées par les ennemis de l'Amérique ainsi que la nature des menaces auxquelles nous sommes confrontés», a déclaré M. Kissinger en signant le texte créant cette commission lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche. «M. Kissinger est l'un des hauts fonctionnaires les plus respectés et chevronnés de notre pays», a dit M. Bush en annonçant la nomination de l'ancien proche conseiller des présidents Nixon et Ford.

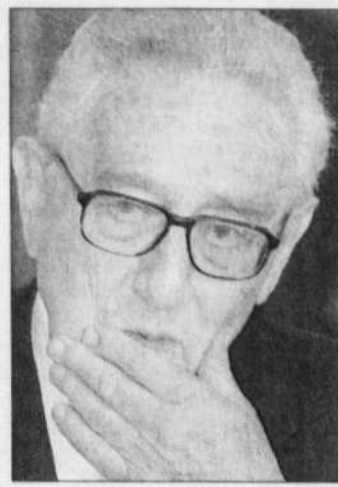
«Cette enquête examinera très soigneusement tous les faits et toutes les pistes», a promis M. Bush, ajoutant que «nous devons mettre au jour tous les détails et apprendre toutes les leçons du 11 septembre».

M. Kissinger s'est engagé devant la presse à la sortie de la Mai-

son-Blanche à «tirer toutes les conclusions qui résulteront des faits». «Nous n'avons aucune restriction et n'en accepterons aucune», a-t-il dit, ajoutant que «tout doit être fait pour éviter la répétition d'une telle tragédie». L'ancien secrétaire d'État a précisé que la commission pourrait faire des recommandations et que le président Bush s'était engagé à les «prendre très au sérieux».

La Maison-Blanche avait longtemps résisté à l'établissement d'une telle commission indépendante, réclamée par le Congrès et les familles des victimes des attentats, estimant qu'elle pourrait détourner l'attention de la guerre contre le terrorisme et être instrumentalisée par l'opposition démocrate pour attaquer et embarrasser l'administration républicaine. Son rapport devrait sortir en pleine campagne pour la présidentielle de 2004.

Aux termes d'un compromis conclu la semaine dernière entre l'administration et des parlementaires démocrates et républicains, cette commission disposera d'une large autorité. Elle s'appuiera sur les conclusions de l'enquête conjointe menée pendant plusieurs semaines par les commissions du renseignement du Sénat et de la



REUTERS

Un diplomate célébrissime.

Chambre des représentants. Sa création est inscrite dans la loi de finance autorisant les activités du renseignement dans le budget 2003 adopté par le Congrès. Outre son président, la commission comptera dix membres, nommés à parité par les démocrates et les républicains.

Elle disposera de dix-huit mois pour enquêter de façon approfondie et étendue sur les vulnérabilités et les échecs de diverses agences

fédérales dans les événements du 11 septembre, notamment la CIA, la centrale de renseignement, la NSA, l'agence chargée des écoutes, la police fédérale (FBI), les services d'immigration (INS) et la sécurité du transport aérien.

Ces lacunes avaient été mises en lumière par des témoignages d'agents de la CIA et du FBI lors d'auditions publiques au Congrès, qui avaient évoqué notamment l'insuffisance de la coopération et de la coordination entre services, un manque d'experts en langues étrangères, notamment pour l'arabe, et un recours insuffisant aux activités d'espionnage humain.

Henry Kissinger, un des diplomates les plus connus du XX^e siècle, avait obtenu le prix Nobel de la paix en 1973 avec le Nord-Vietnamien Le Duc Tho pour avoir négocié un cessez-le-feu.

Son rôle dans les bombardements illégaux du Cambodge durant le conflit indochinois, le renversement du président chilien Salvador Allende en 1973 et l'élimination d'opposants politiques en Amérique latine à la même époque ont conduit certains de ses plus vifs critiques à demander qu'il soit jugé pour crimes de guerre.

Du Watergate à la «bonne affaire»

Le journaliste Bob Woodward vient de publier le livre Bush en guerre

CORINE LESNES
LIBÉRATION

Cette guerre d'Afghanistan aura finalement été «une bonne affaire». C'est ce qu'a dit, le 20 août, George W. Bush à Bob Woodward, le journaliste-vedette du Washington Post, «héros» du Watergate, venu l'interroger dans son ranch de Crawford, au Texas.

Une aubaine, dit le président, si on la compare avec le coût de la guerre de dix ans menée par l'URSS contre Kaboul. En tout, les États-Unis n'auront eu besoin au sol que de 110 agents de la CIA et de 316 membres des forces spéciales. Il aura suffi de financer l'Alliance du Nord et d'«acheter» le plus grand nombre de talibans possible. Bob Woodward a recueilli des détails provenant de la comptabilité de l'agence de renseignement, qui n'a pas dépensé plus de 70 millions de dollars. Une affaire, donc.

Dans son onzième livre, *Bush At War (Bush en guerre)*, dont le Post a publié les bonnes feuilles, Bob Woodward raconte comment il a rencontré un officier de la CIA ap-

pelé «Gary». C'est lui qui a été désigné dès le 15 septembre 2001, quatre jours après l'attentat du World Trade Center, pour partir en repérages dans le nord de l'Afghanistan. Dix jours plus tard, il franchissait la frontière du Tadjikistan avec trois millions de dollars en coupures de 100 \$. Dès sa première rencontre avec le général Fahim et le futur ministre de la Défense, Abdullah Abdullah, «Gary» a mis un million sur la table.

Dès le début de la guerre, l'Alliance et ses commanditaires américains se sont employés à soulever l'ennemi, achetant en gros, «10 000 \$ pour ce sous-commandant et sa douzaine de combattants», «50 000 \$ pour cet officier plus important et ses centaines d'hommes», raconte Woodward. Un commandant n'a pas sauté immédiatement sur l'occasion. Les forces spéciales ont dirigé un bombardement de précision devant son quartier général. Le lendemain, on lui a proposé 10 000 \$ de moins...

Woodward avait commencé à l'été 2001 un livre sur la présidence Bush, qui devait être axé sur les réductions d'impôts. Le 11 septembre

2001, il interviewait la sénatrice républicaine du Maine au Capitole, et il était à ce point pénétré de l'importance de son sujet que les images des tours en flammes à New York ne l'avaient pas interrompu (il a fallu pour cela que les locaux soient évacués). Ensuite, il a bien évidemment modifié l'angle de son livre.

Woodward est un journaliste obsédé par sa crédibilité: pour son livre, précise-t-il, il a eu accès aux comptes rendus de 50 réunions du Conseil national de sécurité. Il en cite «15 000 mots». Il a eu deux heures vingt-cinq minutes d'entretien avec M. Bush, lui posant «près de 300 questions». Conscient de faire la promotion d'un livre qui n'égratigne guère le président, le Washington Post tente de se dédouaner, côté déontologie, en publiant un article exposant les critiques dont Woodward est l'objet. On y apprend que le «tombeur» de Nixon (avec Carl Bernstein) est accusé d'être devenu «mou à l'égard des puissants», d'autant qu'il en dépend pour faire la trame de ses ouvrages. «Une des principales critiques est que ceux qui coopèrent avec lui tendent à

obtenir un rôle de premier plan, et souvent favorable, dans ses récits», rapporte Howard Kurtz, chroniqueur médias du même journal.

Dans *Bush At War*, c'est Colin Powell qui a le beau rôle. Selon ses détracteurs, c'est donc probablement lui qui a fourni nombre d'informations à l'auteur. De fait, le livre confirme qu'un combat des chefs a bien eu lieu en août à propos de la nécessité de passer ou non par l'ONU pour attaquer l'Irak. Jusque-là, le secrétaire d'État plaisantait lui-même sur le «frigo» dans lequel le maintenant la Maison-Blanche et dont il était prié de sortir ou pas, au gré de la situation au Proche-Orient. Le 5 août, un dîner mémorable a eu lieu avec le président. Powell a plaidé durant deux heures, raconte Woodward: «C'est bien beau de dire que nous pouvons y aller de manière unilatérale. Sauf que vous ne le pouvez pas.» Il croyait avoir gagné, mais Dick Cheney, le vice-président, est remonté à l'assaut. Le débat a fait rage jusqu'au dernier moment. Il n'y a pas eu moins de 24 moutures du discours que devait prononcer George Bush devant l'ONU.

EN BREF

Les raéliens nous offrent un clone pour Noël

Washington (AFP) — La scientifique française Brigitte Boisselier, «évêque» du mouvement raélien, a indiqué hier que cinq grossesses obtenues par implantation d'un embryon humain cloné étaient en cours et que le premier bébé était attendu d'ici la fin de l'année. «Nous avons cinq grossesses en cours, dont une qui ne va pas tarder. On va bientôt avoir le premier [bébé]», a déclaré Mme Boisselier, également p.-d.g. de la société de clonage humain Clonaid, basée à Las Vegas. Cette première naissance proviendra d'un couple américain et le bébé attendu est une petite fille, a précisé Mme Boisselier, lors d'un entretien téléphonique.

Chypre: Rauf Denktash souffle le chaud et le froid

New York (AFP) — Le dirigeant chypriote-turc Rauf Denktash a annoncé dans une lettre au secrétaire général Kofi Annan qu'il était prêt à négocier sur la base du plan présenté par l'ONU pour la réunification de l'île, a annoncé hier un porte-parole des Nations unies. Toutefois, M. Denktash a déclaré ce même jour à la chaîne de télévision turque NTV que le projet de partage territorial proposé par l'ONU était «scandaleux». M. Denktash a estimé que «beaucoup de choses» devaient être modifiées dans le document onusien pour qu'il soit acceptable. Le plan réduit à quelque 28 % le territoire contrôlé par les Chypriotes-Turcs, contre 37 % actuellement.

l'état du monde 2003

Annuaire économique et géopolitique mondial
22^e éditionUne analyse approfondie des grandes tendances planétaires
Un bilan de l'année pour les 226 États et territoires de la planèteLes enjeux politiques et économiques à l'aube du III^e millénaireBoréal
www.editionsboreal.qc.caen collaboration avec
LE DEVOIRRADIO
730

672 pages • 27,95 \$

Les plus beaux tapis

Nous vous offrons l'une des plus importantes sélections des plus beaux tapis en provenance d'Irak, du Pakistan, de Turquie, de Russie et d'ailleurs, aux meilleurs prix possibles, le tout dans un cadre sympathique et décontracté. Des tapis neufs antiques et semi-antiques Aubussons, William Morris, Tabriz, Isfahan, Kashan, Bokhara et bien d'autres encore, tous d'authentiques tapis faits à la main. Nous acceptons également les commandes spéciales de tapis (toujours faits à la main) de toute les tailles, couleurs ou motifs, y compris pour les escaliers.

Passez voir nos plus récents arrivages.

TAPIS D'ORIENT BASHIR LTÉE

8461, boul. Décarie, Montréal • (514) 735-1958

Ouvert de 10h à 18h du lundi au mercredi, de 10h à 19h les jeudis et vendredis et de 10h à 17h le samedi

Achat, vente évaluation, lavage à la main et réparations.

É D I T O R I A L

Une œuvre de longue haleine

Présentée devant un parterre d'environnementalistes réunis à l'Assemblée nationale, la politique de l'eau du gouvernement québécois a reçu un accueil généralement enthousiaste. Le principal mérite de ce document est d'exister. Après des années d'attentisme, le gouvernement québécois reconnaît enfin l'eau comme un bien collectif qu'il faut protéger.

L'adoption de cette politique est une victoire importante pour les environnementalistes. Sans rien enlever au travail réalisé par le ministre de l'Environnement et ses fonctionnaires, qui nous livrent un document fort pertinent, il faut aussi rendre à César ce qui lui revient. Cette politique est pour une large part le fruit du travail de sensibilisation fait par des groupes environnementaux comme Eau-Secours, pour n'en nommer qu'un seul. Sans eux, cette politique serait probablement restée sur les planches à dessin encore quelques années.

L'adoption de politiques environnementales ne se fait jamais sans réticences. Le débat qui a cours depuis un an sur la ratification du protocole de Kyoto illustre à quel point il est difficile de faire entrer dans nos mœurs le concept de développement durable. Le protocole de Kyoto, tout comme la politique de l'eau, imposera des contraintes. Il y aura des coûts et, dans le cas de Kyoto, des pertes d'emplois. Que l'on soit chef d'entreprise, syndicaliste, politicien ou simple citoyen, il y a des choix difficiles à faire, car on se préoccupe plus facilement du lendemain que du surlendemain.

Cette politique de l'eau comporte un certain nombre de choix heureux. Tout d'abord, il faut souligner qu'il était essentiel de faire porter la responsabilité de la protection de la ressource eau par l'ensemble de la collectivité. Plutôt que de nationaliser l'eau, on en fait un bien public collectif. La nationalisation aurait fait porter toute la responsabilité au gouvernement alors qu'il revient d'abord aux usagers de prendre les moyens de préserver l'avenir. La voie choisie, celle de la gestion intégrée par bassins versants, est prometteuse. Autour d'une même table seront réunis tous les usagers de la ressource hydrique d'un territoire donné afin qu'ils définissent ensemble un plan directeur de gestion.



Bernard Descôteaux

Dans les organismes de bassin versant, tous les usagers pourront confronter leurs besoins. Le ministre crée une obligation de concertation. Les consensus ne seront pas toujours faciles à réaliser, comme le laisse entrevoir la réaction négative de l'Union des producteurs agricoles à cette politique de l'eau. L'agriculture est responsable d'au moins 40 % de la charge polluante des cours d'eau au Québec, ce qui requerra des agriculteurs des changements importants dans leurs pratiques pour assurer la qualité de l'eau.

La présence des groupes environnementaux au sein de ces organismes sera un atout. Au point de départ, le ministre de l'Environnement avait pensé les en exclure, mais il a heureusement compris que tous les points de vue devaient être représentés. On peut imaginer qu'à certains endroits, le dialogue sera difficile. Par exemple, environnementalistes et agriculteurs ont souvent des positions opposées. Présents à la même table, ils seront forcés d'échanger, de se comprendre et de chercher des compromis.

Il faut bien réaliser toutefois que la mise en place des organismes de bassin se fera dans un cadre non juridique pour le moment. Il faut se demander ce que vaudront les plans directeurs de gestion de l'eau qui pourront adopter les organismes de bassin versant si ceux-ci n'ont pas de réels pouvoirs. Qui donc verra à s'assurer que les mesures contenues dans ces plans soient mises en œuvre? Bien des municipalités en zone rurale ignorent déjà certaines politiques environnementales sans que, à Québec, on réagisse. Le risque est que le rôle de ces organismes de bassin soit rapidement dénaturé.

Le gouvernement Landry semble disposé à donner le bon exemple et à se conformer à l'esprit qui inspire cette politique de l'eau. La décision de mettre fin au programme de production d'électricité par de petites centrales privées, peu importe qu'elle puisse être inspirée par des motifs électoraux, est louable. Il ne faudrait toutefois pas que le prix à payer en soit la poursuite du projet de la centrale au gaz du Suroît, dont la construction va à l'encontre des objectifs que le Québec s'est par ailleurs donnés en matière de réduction des gaz à effet de serre. Si on peut se réjouir de la politique de l'eau, il faudra maintenant s'assurer qu'elle soit mise en application. Cela sera une œuvre de longue haleine.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Le dilemme saoudien

Les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite sont sous tension depuis quelques jours. Dans un premier temps, les Américains ont appris que la femme de l'ambassadeur saoudien à Washington — qui, soit dit en passant, est un ami personnel de la famille Bush — avait alloué des fonds, indirectement il est vrai, à deux des 19 auteurs des attentats du 11 septembre 2001. Après coup, on a appris qu'un groupe de travail du Conseil de la sécurité nationale (NSC) avait conclu que la Maison-Blanche devrait modifier profondément sa politique à l'endroit de l'Arabie Saoudite, une politique jugée trop conciliante, car ce pays était et demeure le centre financier du terrorisme.

Selon les informations divulguées par le *Washington Post*, les bonzes chargés par le NSC de faire la lumière sur les réseaux par lesquels transitent les millions qui finissent dans les coffres des intégristes estiment que le président des États-Unis devrait servir un ferme avertissement à son homologue saoudien. Lequel? On vous communique les noms de sept des neuf principaux bailleurs de fonds d'al-Qaïda ainsi que ceux qui financent tous les mollahs qui vitupèrent semaine après semaine contre les chrétiens et les juifs, et vous avez 90 jours pour prendre les mesures qui s'imposent. Si tel n'est pas le cas, alors le gouvernement des États-Unis agira.

Pour le président Bush, cette proposition constitue tout un embarras. Et ce, en raison tout d'abord du dossier irakien. À l'agenda de Bush, la guerre à Saddam Hussein a pris le pas sur la lutte contre les terroristes. Pour ce faire, il a besoin du soutien des Saoudiens. Advenant un conflit militaire avec les Irakiens, les Américains souhaiteraient utiliser certaines des infrastructures mises en place au royaume des féodaux saoudiens depuis la guerre du Golfe. Que Bush donne satisfaction au groupe de travail du NSC et le grand froid planera illico sur les relations entre les deux pays. *A contrario*, il est assuré que s'il ne donne pas suite à ce rapport, il va perdre en popularité et renoncer l'opposition démocrate.

Pour l'heure, les autocrates de la maison Saoud jouent la partie en tablant sur les intérêts que les uns et les autres ont avantage à conserver. En substance, les féodaux avancent que tout refroidissement des relations entre Washington et Riyad sera tout-bénéfique pour la nébuleuse terroriste. En cette affaire, Bush est quelque peu coincé.



Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Faire l'effort

On faisait paraître, dans *Le Courrier international* de la deuxième semaine de novembre, un extrait d'article provenant du *Devoir* qui traitait de la montée de l'ADQ au Québec et de la puissance de l'image de son leader. On mentionnait plus loin que, selon des sondages, parmi ceux qui disaient être prêts à voter pour Dumont, 80 % n'avaient aucune idée du contenu de son programme. Belle image! Cela donne évidemment du poids à l'allégation de certains voulant que les Québécois soient «apolitisés».

En fait, comme plusieurs l'ont remarqué, il s'agit d'un écœurement accumulé de la population face à un jeu politique dont elle est devenue complètement détachée et de facto ignorante, en quelque sorte. À cet effet, il convient de mentionner un autre sondage, effectué il n'y a pas si longtemps, qui démontrait que le niveau de confiance du peuple en ses dirigeants ne s'élevait à guère plus de 4 %. Et la marge d'erreur dans les calculs? 4 %. Il est clair que cette attitude populaire est le fruit de plusieurs éléments (société de consommation anesthésiant l'esprit critique, éducation pauvre en contenu historique et politique, etc.). À défaut, ici, de pouvoir devenir exhaustif à ce propos, il s'agit plutôt, pour régler ce problème de désabusement global, de s'interroger à savoir quels seraient les facteurs (sociaux, politiques, éducatifs, médiatiques, etc.) qu'il serait nécessaire d'introduire au Québec pour favoriser le regain de l'intérêt d'un peuple dont la majorité ne sait même pas sous quel régime elle vit. «À quoi bon s'y intéresser?», renchérisent certains. «De toute façon, ils se foutent de nous et je n'y connais rien. Je n'ai même pas envie de m'y connaître.»

Or ce n'est qu'en faisant l'effort de poser des questions, de s'informer, d'interroger, d'exprimer sa volonté et ses intérêts qu'on peut réussir à empêcher ceux qui gouvernent d'agir en

vase clos, détachés de ceux qui les ont choisis. N'est-ce pas précisément ce que les grandes entreprises font? Et elles parviennent souvent à leurs fins.

La force du nombre compte, la pression populaire est puissante. Et à ceux qui justifient leur résignation à l'inaction par la déjà trop forte toute-puissance du capital, il faut rétorquer que son contrepoids est le social. Malheureusement, la meilleure façon de se rallier pour agir efficacement est de s'informer et de s'intéresser aux questions. Combien de personnes feuilletent ne serait-ce qu'un journal par jour?

Il faut lire, savoir comment fonctionne le régime, connaître ce qui se passe; il faut aussi profiter des occasions offertes pour se faire entendre publiquement (le désintérêt général fait en sorte que la plupart ignorent les nombreuses possibilités qu'ils ont de s'affirmer en ce sens), comme celle de la Commission sur la réforme des institutions démocratiques, menée par le ministre Charbonneau. «L'aventure humaine n'est pas une aventure solitaire. C'est une aventure collective», affirme-t-il à juste titre.

Lorsque les réformateurs de l'éducation, le gouvernement, les médias et les gens eux-mêmes auront assimilé la leçon et fait leur effort — et un tout petit effort suffit —, nous deviendrons une société qui aura une culture politique beaucoup plus appréciable. Et le pays ne pourra que s'en porter mieux.

Hugo Genest
Étudiant en études internationales et langues modernes à l'Université Laval
Québec, le 22 novembre 2002

Fils électriques et autres horreurs

Dans l'article intitulé «Bouillon de culture, façon Landry», de la journaliste Odile Tremblay (*Le Devoir*, 19 novembre 2002), où M. Landry

était interviewé au café Méliès du cinéma Ex-Centris, j'ai été attiré par le fait que le premier ministre se disait fier du programme d'enfouissement des fils électriques et autres horreurs que l'on retrouve dans le patrimoine du Québec. Merci pour ce projet.

Bien que l'ensemble de ses propos m'ait touché, j'ai apprécié que M. Landry souligne le fait que cette politique d'enfouissement des fils et autres horreurs l'intéressait. Cela démontre son goût pour le beau, ce qui donne du crédit à son intervention.

J'ai d'ailleurs pu constater que dans plusieurs régions, les autorités se sont prévalues de ce programme de 200 millions sur quatre ans. Dans le *Guide de Sutton* du 31 août 2002, on voit la ministre Rita Dionne-Marsolais signer une entente de 1,8 million avec le maire de l'endroit, Kenneth Hill.

J'ai personnellement pris contact avec Yves Filion, grand patron de la Distribution à Hydro-Québec. À la suite de cette intervention, son personnel est entré en contact avec moi. Je soulignais le fait que dans le Vieux-Longueuil, il y aurait de grands avantages à tirer de l'enfouissement des fils et autres horreurs. En plus de faciliter le travail des déneigeurs et de permettre aux amoureux de marcher tout en se tenant la main, on pourrait y tourner plus de films, Montréal et sa région étant envahies par les grands producteurs américains. Pourquoi ne pas en profiter dans nos murs?

J'en ai donc parlé à la députée de Marie-Victorin, le quartier le plus touché par les poteaux sur les trottoirs et sur la chaussée, Cécile Vermette, et j'ai présenté mon projet au président de l'arrondissement du Vieux-Longueuil, Claude Gladu, lors d'une assemblée régulière. Bien que Mme Vermette soit tout à fait d'accord avec le projet, elle devrait appuyer cette politique publiquement, histoire de mobiliser la population et d'appuyer les élus locaux.

André Mainguy
Longueuil, le 19 novembre 2002

LIBRE OPINION

LE PRÉCIEUX HÉRITAGE DE JOHN RAWLS

Une réponse aux cyniques et aux désabusés

OLIVIER KEMEID

Auteur de théâtre

Alors qu'un peu partout en Occident on entonne le chant cynique du désengagement, revendiquant l'irréversible fatalité de toute implication idéologique, souffrant de notre impuissance à agir sur le cours des choses, s'éteignant discrètement, sans tambour ni trompette et peu d'articles, l'un des plus grands penseurs de notre temps, John Rawls, mort dimanche dernier à l'âge de 81 ans.

Le philosophe américain du Massachusetts avait, entre autres, redonné un souffle puissant aux préoccupations morales et politiques de notre siècle. Son œuvre-maitresse, *A Theory Of Justice*, effectuée ni plus ni moins une césure fondamentale dans l'évolution de la pensée contemporaine. En effet, ce texte-pivot de la philosophie politique des dernières années, qui instaure un dialogue éclairé entre le contractualisme de Rousseau et de Kant et l'utilitarisme issu de Stuart Mill et de Bentham, livre aux postmodernes une véritable chartre de la social-démocratie, dont le cadre théorique profitera à tous ceux qui se soucient de justice sociale.

Que l'on soit en accord ou non avec les thèses défendues par celui qui se réclamait de l'héritage kantien, on se doit de reconnaître l'impact d'une œuvre originale et fouillée. De l'avis même de ses adversaires, John Rawls aura posé une brique incontournable dans l'édifice de la philosophie morale. Attaquée ou défendue, sa théorie ne pour-

ra jamais plus être écartée. Ainsi les Robert Nozick, Michael Walzer, Alastair McIntyre, Michael Sandel, Jürgen Habermas et, plus près de nous, Charles Taylor s'efforceront-ils de discuter les principes brillamment avancés par la *Théorie de la justice*, soit le principe d'égalité de liberté et un droit égal au système le plus étendu de libertés de base pour tous. Les inégalités socioéconomiques ne sont justifiées que dans la mesure où elles sont profitables aux plus désavantagés.

En réhabilitant la notion de «contrat social» présente chez Locke et Rousseau, Rawls envisageait une situation hypothétique où les hommes s'accorderaient sur ces principes de justice.

Ardue, exigeante, la *Théorie de la justice* a été l'œuvre d'une vie. Composée à partir de plusieurs articles rédigés dès les années 50, la théorie de Rawls connut une première version manuscrite entre 1964 et 1965, puis une seconde entre 1967 et 1968. Sa première publication date de 1971; sa traduction française ne survint qu'en 1987. C'est actuellement l'ouvrage de philosophie politique le plus cité en Occident.

Rawls passa le reste de sa vie à y apposer des précisions, des éclaircissements et des addenda, dont le *Libéralisme politique* et *Le Droit des gens*. On ne lui connut que très peu d'interventions publiques, le penseur préférant le travail de fond et de longue haleine aux débats virulents et à la polémique médiatisée. Le professeur de Harvard n'avait donc rien du philosophe de toutes

les causes souriant à la caméra, fuyant volontiers la place publique pour les couloirs sombres de la bibliothèque.

Il aura réalisé son souhait le plus cher: créer une théorie se substituant à l'utilitarisme en vigueur tout en relançant une discussion sur l'organisation de la cité, une discussion que l'on croyait close depuis des siècles. Rawls ne pouvait cependant prévoir que son œuvre constituerait le jalon de la philosophie politique moderne. Son impact, tant chez les philosophes et les politologues que chez les économistes, est considérable. Grâce à sa *Théorie de la justice*, toute une génération possède désormais un terrain fertile où peuvent prendre racine de nouvelles visions d'avenir.

Car, non, tout n'a pas été dit. Non, tout n'a pas été fait. Il existe encore des défenseurs d'une pensée politique exaltante, porteuse d'espoir, susceptible d'ébranler le cours des événements. À la révolution, certains préfèrent cependant la réforme. Rawls fut l'un d'eux. À nous de préserver ce précieux héritage. À nous de léguer aux générations futures un constant effort de pensée, sur ce qui a été sûrement, sur ce qui sera peut-être.

Les John Rawls de ce monde n'ont rien des révolutionnaires de pacotille exhortant le peuple à brûler des symboles désuets; ils n'ont pas pas à voir avec les désabusés à la mode qui font les gorges chaudes d'un engagement dit vain. Loin de la cohue ambiante, ils font avancer la roue de l'histoire un peu plus loin, un peu plus en avant. Modestement.

IDÉES

Parti québécois



Jacques Parizeau et Lucien Bouchard. La multiplicité des stratégies au Parti québécois, le défilement des chefs, les paniques successives, l'absence de politique nationale dans les éléments clés de l'avenir de la nation, l'enseignement, la santé, les régions, les infrastructures, et surtout l'impossibilité chronique et arrogante de réunir tous les acteurs déclarés d'un projet de société ont divisé le Québec.

Des silences qui ressemblent à un abandon

Le texte qui suit est tiré d'un ouvrage à paraître au début 2003 chez VLB Éditeur, qui porte actuellement deux titres de travail, *Alouette!* et *Québec interruptus*. Nous publions ici l'avant-propos de l'ouvrage, ainsi qu'un extrait d'un chapitre intitulé «Où se situe le Québec?».

ALAIN COGNARD

Écrivain

Il y a 30 ans, les Québécois ont fait un pari et un compromis. Les différents acteurs sociaux, les syndicats, les groupements et partis politiques, les étudiants et, dans une certaine mesure, le FLQ ont remis entre les mains du Parti québécois le dénominateur commun de leurs revendications.

Après deux référendums et un certain nombre de virages, de beaux risques et de sorties de secours ainsi qu'un messie, le Québec est certes devenu une province distincte, mais il n'a pas réalisé les grands objectifs qu'il s'était fixés: devenir indépendant et assumer pleinement sa dissidence sociale et intellectuelle, économique et culturelle.

Un regard de pamphlétaire, une analyse sévère justifiée par un droit d'inventaire critique de ces années de pouvoir social, révèle un Québec désorienté, éloigné de ses origines et recentré sur le développement d'une économie qu'il n'a jamais réussi à maîtriser ou, plus exactement, selon les termes de Jacques Parizeau, dont il ne contrôle pas tous les centres de décision.

Les constats sont sévères parce que les attentes étaient élevées. Elles allaient bien au-delà du projet social canadien et des mises à niveau de l'après-Révolution tranquille. Les réformes et les grands projets, y

compris ceux des années Bourassa, qui sont pourtant dans le droit fil du projet collectif de société, n'ont pas encore gagné la cohérence suffisante pour constituer les bases d'une nouvelle nation. C'est dans l'omission quotidienne de la volonté de devenir que la ferveur indépendantiste s'est perdue. Le gouvernement péquiste restera — sur 30 ans — l'un des meilleurs de l'histoire, mais ses silences ressemblent trop à un abandon. Nous voyons là les raisons de la désaffection des partisans du OUI, probablement plus nombreux que les péquistes, mais pas inconditionnels.

La multiplicité des stratégies, le défilement des chefs, les paniques successives, l'absence de politique nationale dans les éléments clés de l'avenir de la nation, l'enseignement, la santé, les régions, les infrastructures, et surtout l'impossibilité chronique et arrogante de réunir tous les acteurs déclarés d'un projet de société ont divisé le Québec. Un nouveau parti, l'ADQ, vient gangrener les membres d'un Parti québécois parfois dépassé sur sa gauche par son rival libéral. Curieusement, peu de programmes politiques, peu d'ouvrages ont exprimé ce que pouvait être le cadre d'un projet national. Il s'agit souvent de textes épars, de collection de discours et de conférences.

Mais le projet initial n'a pas disparu. Au contraire, s'y sont greffées les oppositions à l'hégémonie américaine: commerce mondial, OGM, aide aux pays démunis, ponts avec les civilisations millénaires qui revendiquent un droit au développement personnel et indépendant.

À la veille d'une possible victoire du Parti libéral ou de l'ADQ, ce pamphlet veut remettre en question ce «détournement» des idéaux québécois, réunir les forces politiques et sociales de nouveau éparpillées pour leur indiquer, en toute humilité, non pas une sortie de secours mais l'unique porte d'entrée vers ce destin commun si clairement et si souvent exprimé par la population, mais si peu entendu.

Il faut maintenant parler de fracture culturelle

Si la fracture sociale déchire toute la planète, il faut maintenant parler de fracture culturelle, de fossé de la

connaissance entre les classes sociales. Une partie de la population n'a pas accès à l'ensemble de notre vie sociale parce qu'elle n'en possède pas les clés. Ces clochards de la culture commandent, comme leurs homologues itinérants, une infrastructure culturelle de qualité inférieure qui remet en question la connaissance, les arts, les médias: festivals du rire, films, chansonnette, tout cela est à la fois le refuge et la perte de notre culture, une sorte de culture sociale à l'image de l'économie sociale que nous avons détournée. Non pas que le phénomène soit nouveau, mais il est maintenant celui que la machine industrielle a récupéré et veut imposer au détriment de la fonction noble de la culture qui, selon Fernand Dumont, est à la fois l'origine et l'objet de la parole.

Comme l'enseigne le professeur Rodolphe de Koninck, la géographie est libératrice. Toutes les grandes disciplines sont libératrices. Mais pas à raison d'une heure par semaine...

Même physiquement, nous ne sommes pas tous du même côté du canyon. Le petit peuple de Montréal est différent du peuple des nantis. Il a développé, comme dans les ghettos, un langage corporel propre, il fréquente ses propres lieux de loisirs. Il y a quelques années, les paysans français s'étaient rassemblés place de la Concorde pour protester contre leur misère. Il fallait les voir, vêtus comme au XIX^e siècle, petits, le visage rouge, couperosé, la démarche lourde, à côté de ces Parisiens, plus grands, moins trapus, déjà génétiquement modifiés, habillés comme des avocats de la City londonienne, l'air de personnages d'un film futuriste. Peu à peu, nous reconstruisons, dans nos pays, dans nos villes, les tribus que nos démocraties prétendent vouloir faire disparaître au nom de la mondialisation.

Il faut fréquenter des lieux de différentes cultures, assister à un spectacle de danse, sortir la nuit: nous nous retrouvons au milieu de foules différentes de celle de la rue, peut-être plus belles, soucieuses, en tout cas, et conscientes d'une nécessité de ne pas renoncer à une certaine idée de la culture au sens étymologique. C'est sans doute aussi cela, l'éducation.



Norman Spector

Faut-il tout répéter?

Cela ne se produit pas très souvent. Pourtant, de temps à autre, les rideaux des coulisses du pouvoir sont — très légèrement — tirés. C'est alors que les citoyens peuvent observer comment se jouent les jeux de la politique à Ottawa.

La polémique déclenchée par les propos d'une porte-parole qui était disposée à dire ce qu'elle pense — mais seulement si vous ne la citez pas — est insignifiante. Certes, il est excitant de savoir que Françoise Ducros a traité George W. Bush de crétin et que son patron, Jean Chrétien, un ami du président des États-Unis, prétend le contraire.

Pourtant, un événement historique s'est joué la semaine dernière. En effet, une réunion de l'OTAN marquait l'accueil de sept pays de l'Europe de l'Est, célébrant ainsi notre victoire décisive sur la guerre froide. Et, en dépit des pieux discours prononcés sur l'unité, on aurait pu croire que nos médias auraient prêté une plus grande attention aux fissures croissantes qui se dessinent entre les Américains et l'Union européenne.

Toutefois, nous devons une fière chandelle à Bob Fife, du *National Post*, pour avoir rapporté le malheureux commentaire de Mme Ducros. Entretenir des relations harmonieuses avec les États-Unis — notre allié et partenaire commercial le plus important — est l'une des premières responsabilités d'un premier ministre.

Les Canadiens devraient donc s'interroger à savoir pourquoi les deux autres journalistes, qui ont eux aussi entendu ces déclarations, ont décidé de ne pas diffuser cette information qui, pourtant, explique en partie la détérioration de nos relations avec les États-Unis sous le gouvernement Chrétien. On peut également se demander quelles autres bribes d'information, suivant ce même principe, n'ont pas été rendues publiques au cours des ans.

Il est vrai que Fife a brisé le sceau de la confidentialité, mais il faut savoir que certains experts juridiques ne croient pas que le «droit à l'intimité» mérite une protection constitutionnelle. D'autant plus que le débat ne porte pas sur les prérogatives d'une presse libre. Les médias bénéficient de la protection constitutionnelle parce qu'ils sont une composante essentielle à la démocratie. Toutefois, leur rôle est de fournir aux citoyens une information utile et appropriée, non pas de la supprimer pour préserver les bonnes relations des gens d'influence.

Déjà, quelques correspondants parlementaires expriment des inquiétudes, arguant que le geste de M. Fife rendra leur travail à Ottawa encore plus difficile. Comme avec ses prédécesseurs, beaucoup de journalistes ont en effet investi un effort considérable pour s'attirer les bonnes grâces du premier ministre Chrétien.

Dès le début de son mandat, ces journalistes ont corrigé ses déclarations, dans les deux langues officielles, afin de les rendre intelligibles, à défaut d'être intelligentes. Et lorsqu'il a nommé son neveu ambassadeur à Washington — ce qui aurait dû être vu comme du népotisme —, beaucoup ont fait le pan-géographique d'un diplomate qui, lorsque j'étais à Ottawa, n'était pas perçu — aux niveaux les plus élevés de la fonction publique — comme une étoile montante.

Ce sont les divergences des points de vue portant sur les dépenses militaires et une éventuelle attaque américaine en Irak qui ont mené à l'indiscrétion de Mme Ducros la semaine dernière. Mais il faut savoir que la première bourde a été commise par l'ambassadeur Raymond Chrétien. Il n'est en effet pas très sage, de la part d'un diplomate, d'exprimer la moindre préférence pour l'un ou l'autre des candidats politiques, comme Raymond Chrétien l'avait fait avant l'élection du président américain actuel, et l'ambassadeur, tout comme la directrice des communications, a été réaffecté en conséquence.

Le premier ministre britannique Tony Blair avait lui aussi un problème avec l'administration Bush. En effet, il avait largement été perçu comme étant très proche du président Clinton. Dès le départ cependant, il a su briller en donnant son appui public aux Américains, et ce, en exprimant ses divergences d'opinion, notamment au sujet de l'Irak.

En plus de bien s'entendre avec le président Bush, Tony Blair a également su être très efficace, réussissant même à influencer ses politiques. Pour sa part, M. Chrétien a préféré miser sur l'anti-américanisme, toujours vivant au Canada, pour engranger quelques gains politiques, ce qui nous a jetés en disgrâce.

M. Fife paiera le prix fort pour avoir révélé aux Canadiens l'existence de ce virus qui affecte le bureau du premier ministre. Le refus de M. Chrétien de répondre à ses questions lors d'un point de presse ne marque que le début de ses misères. Il peut désormais faire une croix sur une entrevue exclusive avec le premier ministre. Quant aux fuites organisées par la directrice des communications, elles iront directement aux deux journalistes qui n'ont pas rapporté le commentaire malheureux de Mme Ducros.

Avec la retraite annoncée de M. Chrétien, la puissance de son bureau ne pourra que diminuer. D'autre part, cela prendrait un journaliste très courageux pour éveiller la colère de Paul Martin ou de ses partisans. C'est peut-être ce qui explique pourquoi on exerce si peu de pression sur notre prochain premier ministre afin qu'il révèle ses sources de financement, voire ses politiques.

nspector@hotmail.com

Norman Spector a été directeur du cabinet du premier ministre Brian Mulroney et président de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) sous Jean Chrétien.

Loto-Québec

Une stratégie publicitaire démagogique

Combien de perdants pour fabriquer un gagnant?

LUC PANNETON

Coauteur et scénariste du documentaire
Le jeu, ça change pas le monde, sauf que...
réalisé par Pierre Plante

Dans une nouvelle publicité télévisée, Gaëtan Frigon, le président de Loto-Québec, joue la carte des gagnants pour nous sensibiliser aux bienfaits du jeu pour le Québec. Un message d'une belle démagogie, dans lequel Loto-Québec tente d'imposer sa vision afin qu'elle devienne la nôtre, quitte à créer une jolie entorse à la réalité.

La nouvelle stratégie publicitaire tombe de plain-pied dans le discours qualitatif des retombées sociales du «bon citoyen corporatif»: «La présence de Loto-Québec se fait sentir bien au-delà du jeu», dit M. Frigon.

A entendre les témoignages, «on a gagné un concert, on a gagné un manoir, on a gagné la reconnaissance, on a gagné des contrats à l'étranger, des touristes, une fête populaire, un parc, des jobs, des encouragements et de la dignité». Mais il y a un grain de sable.

Ce que ce discours de gagnants cache, c'est qu'avec Loto-Québec, on gagne des perdants en quantité industrielle.

Ce que ce discours de gagnants cache, c'est que

«le milliard et demi de dollars remis au gouvernement, montant qui sert notamment à l'éducation et à la santé», provient à plus de 90 % des poches des Québécois, car les casinos n'ont toujours pas trouvé la solution magique pour importer l'argent neuf des touristes chez nous.

Ce que ce discours de gagnants cache, c'est que ce n'est pas le fun de jouer à l'argent. Combien de gens deviennent idiots devant une cagnotte? Le jeu à l'argent n'apporte pas le bonheur. Allez faire un tour dans les bars pour voir les yeux vides des perdants devant les vidéopokers. Allez au casino voir les sourires crispés de centaines de perdants qui tiennent sans fin le bras de leur machine à sous et demandez-vous où est passée la noce. Avez-vous déjà vu quelqu'un rire à se taper sur les cuisses à force de perdre son argent?

On ne parle pas ici de gens qui, après s'être entraînés pendant des années à la course à pied, arrivent deuxièmes aux Jeux olympiques lors de la course de leur vie. À ceux-là, il reste quantité d'acquis malgré la défaite: de la fierté, de la discipline, des voyages, etc.

Il est question ici de perdants du hasard. Des gens qui, après avoir acheté des billets pendant des années, n'en ont retiré que le sentiment de perte, comme une petite brûlure intérieure à chaque tirage.

Au Québec, l'argent du jeu est d'abord l'argent

des Québécois, de l'argent recyclé qui tourne en circuit fermé. M. Frigon a raison de dire qu'il s'agit d'une «richesse qui nous revient»: puisqu'elle sort de nos poches, elle nous appartient déjà. C'est comme si j'allais vendre à mon voisin un oignon que j'ai piqué dans son jardin. Est-ce cela qu'on appelle de la dignité?

On n'a pas de fun au casino parce qu'il est désagréable de perdre. Et le Québec est un grand perdant pris à son propre jeu.

Le gouvernement du Québec est devenu compulsif du jeu. Croyez-vous vraiment qu'il cherche à enrayer les problèmes dus au jeu alors que l'argent coule à flots dans ses coffres?

Le sourire des «gagnants» à l'écran est rendu possible grâce à l'effort des perdants. Sait-on ce que coûte un gagnant? Si chacun de nous a une chance sur 14 millions de gagner à la loterie, c'est donc dire qu'un gagnant a coûté 13 999 999 perdants.

Gaëtan Frigon devrait avoir honte de verser dans un discours aussi démagogique. Quand je l'entends livrer péniblement ses phrases à l'écran, j'ai vraiment l'impression qu'il me prend pour un imbécile. Il aura beau avoir recours à la meilleure agence de publicité et être mis en scène avec des images à faire rêver, il est une vérité qu'il n'arrivera jamais à faire avaler: il faut des milliers de perdants pour fabriquer un gagnant.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paul de Rivière (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boiveau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Durazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (scrivains). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zulida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleurs), Ghislaine LaFleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ÉTUDES

SUITE DE LA PAGE 1

Les projets visés par ce fonds sont multiples. Il est autant question de programmes (Solidarité 5000 logements, revitalisation des quartiers, programme communautaire en prévention, etc.) que de politiques (patrimoine, culture, sécurité civile, etc.) et de projets concrets (transformation en jardin du stationnement du Gesù, parachèvement de la ceinture cyclable de l'île, quartier des spectacles, etc.). Leur liste détaillée pourrait être dévoilée aujourd'hui.

«Au fur et à mesure que l'on a des projets prioritaires par les chefs de délégation du sommet, a tenu à ajouter M. Zampino, on va pouvoir, dans la mesure où il s'agit d'un projet à valeur ajoutée, puiser des montants de l'enveloppe de 23,3 millions comprise dans le PTI [programme triennal d'immobilisations 2003-05].»

L'ennui avec ce fonds, c'est qu'il peut — et non doit — être utilisé pour faire suite au Sommet de Montréal. Le président du comité exécutif a en effet reconnu qu'il s'agit davantage d'un coussin pouvant être utilisé à diverses fins que d'un fonds dédié aux engagements du sommet. Rien dans le PTI n'est directement et exclusivement dédié à cette fin.

Conseil des arts

Par ailleurs, le budget du Conseil des arts de Montréal ne devrait pas être haussé à dix millions par ce premier budget, comme l'espère le milieu culturel. L'administration Tremblay aurait plutôt l'intention de prendre les quatre années de son mandat pour respecter cette promesse électorale. La première hausse ferait passer de 8,7 millions à neuf millions l'enveloppe de l'organisme chargé de soutenir la création et la diffusion des arts sur l'île de Montréal.

L'Hôtel de Ville refusait cette semaine de confirmer ou d'infirmer ces informations. «L'engagement du maire Tremblay est d'investir dix millions annuellement, a dit Philippe Roy, porte-parole de la mairie. Il n'a jamais pris d'engagement pour la première année mais pour la durée de son premier mandat. On verra au budget combien l'organisme recevra.»

Les budgets de l'ancien Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal (CACUM) ont stagné à 8,7 millions au cours des dix dernières années. À l'automne 2001, alors qu'il était candidat au poste de maire, Gérard Tremblay avait promis de faire gonfler l'enveloppe à dix millions, sans toutefois annoncer d'échéancier. La promesse a été répétée au printemps dernier, pendant le Sommet de Montréal. Le milieu culturel pensait que la hausse se matérialiserait dès le premier budget.

Alertée par des rumeurs persistantes ces dernières semaines, la communauté artistique a tenté par divers moyens de faire pression sur les élus municipaux. Des membres en vue de Culture Montréal, un organisme indépendant, ont rencontré le maire Tremblay ou ses adjoints au cours des dernières semaines. Une manifestation réunissant une trentaine d'artistes a été organisée devant l'hôtel de ville lundi.

Taxe d'affaires

Enfin, selon certaines rumeurs, l'administration Tremblay pourrait également annoncer aujourd'hui le remplacement de la taxe d'affaires, d'eau et de services que doivent payer les locataires à Montréal par une taxe imposée directement aux propriétaires. Mais rien n'est moins certain puisque plusieurs scénarios étaient à l'étude ces dernières semaines.

Lorsque cette hypothèse a été évoquée, il y a quelques jours, M. Zampino a refusé de la confirmer, reconnaissant tout de même qu'elle était à l'étude parmi les outils fiscaux qui seront utilisés en 2003. «Il est normal, dans le cadre de la démarche de préparation du budget, que l'administration examine diverses hypothèses portant tout autant sur la façon de réduire les dépenses, de prélever les revenus, que d'harmoniser le système de taxation.»

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

IMPÔT

SUITE DE LA PAGE 1

fiscal à des organismes qui feraient de même pour la nation québécoise. Rappelons que le Conseil pour l'unité canadienne reçoit 13 millions par année du gouvernement fédéral, en plus de récolter des fonds privés.

Cette formule de déductions fiscales, c'est la réponse de Bernard Landry à la proposition de Jacques Parizeau visant le financement par l'État d'une association ou d'un institut de recherche pour promouvoir la souveraineté. Pour faire bonne mesure, le gouvernement s'engagerait à financer le même genre d'organisme voué, cette fois-ci, à la promotion du fédéralisme renouvelé. En vertu de la proposition de M. Parizeau, pour chaque dollar que ces organismes récolteraient en dons privés, l'État québécois leur verserait un dollar.

M. Landry rejette cette proposition, répugnant toujours à engager directement des fonds publics à la promotion de la souveraineté comme le fait Ottawa pour l'unité canadienne. La semaine dernière, le premier ministre a déjeuné avec M. Parizeau et lui a exposé son projet de déductions fiscales, a appris *Le Devoir*.

Au cours d'un point de presse tenu mardi à l'entrée du caucus des députés du Parti québécois, le premier ministre a dit que la solution qu'il envisage «recherche l'équité, l'égalité et la démocratie». Cette solution sera à ce point juste et équitable que «peu de gens seront en mesure de protester», a-t-il dit.

En dressant sa propre liste d'organismes de bienfaisance, Québec pourrait permettre à la revue *L'Action nationale*, qui fête ses 85 ans cette année, de recueillir, comme par le passé, des contributions qui donnent droit à des déductions fiscales. Rappelons que l'an dernier, l'Agence des douanes et du revenu du Canada avait retiré à *L'Action nationale*, pour des raisons poli-

tiques, son statut d'organisme de bienfaisance, limitant la possibilité pour la revue d'amasser des fonds. *L'Action nationale*, qui dispose d'un maigre budget annuel de 250 000 \$, a décidé de ne pas porter la décision en appel compte tenu des frais élevés qu'entraînerait une telle démarche juridique, a indiqué hier le directeur de la revue, Robert Laplante.

En raison de cette décision fédérale, Revenu Québec se retrouve dans la situation absurde de consentir des déductions fiscales pour des contributions au Conseil pour l'unité canadienne mais pas pour une institution québécoise d'éducation politique et sociale comme *L'Action nationale*.

Cette question d'allouer ou non des fonds publics à la réalisation de la souveraineté reviendra hanter Bernard Landry lors du conseil national du PQ de la fin de semaine. Des militants promettent que le bureau national de demain sera aussi houleux que l'a été le dernier, en septembre. Le bureau national, qui réunit les représentants des associations régionales péquistes avec la direction du parti, y compris Bernard Landry, précède le conseil national. Au bureau national de septembre, Bernard Landry avait sauvé la mise en préconisant la mobilisation du parti en vue de la réalisation de la souveraineté dans 1000 jours.

Mais plusieurs militants avaient compris qu'à cette mobilisation des militants correspondraient des actions gouvernementales concrètes pour la réalisation de la souveraineté. Or ces militants font face à une aile parlementaire qui a choisi, selon eux, de mettre la souveraineté sous le boisseau. On soutient que le projet du PQ de réaliser la souveraineté doit s'incarner dans un projet de gouvernement. Dans cette optique, on s'explique mal les scrupules du premier ministre, qui refuse d'engager des fonds publics pour mettre en œuvre l'élément fondamental du programme du PQ.

EUPHORIE

SUITE DE LA PAGE 1

dont l'entraîneur Don Matthews, et pour le maire de Montréal, Gérard Tremblay, suivies de près par trois remorques avec, à leur bord, les joueurs, les deux mascottes de l'équipe et les incontournables *cheerleaders*. Pendant qu'à l'arrière du dernier véhicule le demi offensif Thomas Haskins tenait à bout de ses bras la fameuse coupe remportée dimanche contre les Eskimos d'Edmonton, ses coéquipiers signaient des autographes penchés au-dessus de la foule.

Le cortège défilait rapidement devant eux, mais les partisans avaient rendez-vous sur l'avenue McGill College, où une scène en plein air avait été aménagée pour prolonger les célébrations. La foule s'est donc jointe à la procession qui se dirigeait vers l'est. Postés derrière les vitrines des commerces désertés, les employés des magasins longeant la rue Sainte-Catherine suivaient l'événement avec intérêt, désireux de ne rien manquer même s'ils travaillaient.

Alors que l'atmosphère était à la fête et que les amateurs patientaient en attendant l'arrivée des joueurs sur scène, avenue McGill College, un avis de recherche a été lancé au micro pour retrouver le petit Peter, neuf ans, que ses parents avaient perdu dans la foule.

La bonne humeur est tout de même vite revenue avec l'arrivée des *cheerleaders* et la présentation de leur numéro au son du succès disco des années 70, *YMCA*.

Un à un, les joueurs se sont adressés à la foule pour la remercier et lui faire mille compliments pour l'appui qu'elle a donné à l'équipe tout au long de la saison. Prenant la parole, le président de l'équipe, Ellis Prince, a remis la coupe au maire de Montréal, Gérard Tremblay: «Merci, Montréal! Cette coupe est à vous», a-t-il dit en français. «Nous avons gagné parce que nous avons la meilleure équipe au Canada mais aussi parce que nous avons les meilleurs partisans au Canada», a-t-il ajouté en anglais.

De son côté, le centre arrière Bruno Heppell a voulu partager la coupe Grey avec tout le monde. «On vous aime, a-t-il hurlé aux partisans. C'est pour vous qu'on a travaillé fort pendant toute l'année. C'est pour vous qu'on est allés chercher la coupe.»

L'entraîneur Don Matthews, qui a été chaleureusement applaudi, tout comme le directeur général Jim Popp, a conclu son discours enflammé par le cri de ralliement de l'équipe. En quittant la tribune, Matthews a affirmé n'avoir jamais rien vu de tel comme célébrations. «Les Yankees de New York ne sont pas fêtés comme ça quand ils gagnent la Série mondiale», a-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Toucher à la coupe Grey, quel bonheur!

til lancé, lui qui en était à son cinquième défilé de champions dans la Ligue canadienne de football comme entraîneur.

Les joueurs ne s'attendaient pas à pareil délire. «C'est absolument incroyable», s'est exclamé Bruno Heppell. «J'avais déjà assisté à deux défilés de la coupe Stanley du Canadien, mais c'est fantastique d'en faire partie. La ville a arrêté de vivre pour nous aujourd'hui.»

«Ça surpasse toutes nos attentes, a indiqué le second-entraineur Stefan Reid. Montréal démontre encore qu'elle sait faire la fête. C'est sans doute le plus grand défilé de la coupe Grey de l'histoire de la Ligue canadienne.»

Ni incident fâcheux ni arrestation n'ont été rapportés par le Service de police pour le premier défilé d'importance d'une équipe sportive professionnelle montréalaise depuis celui du Canadien, en 1993. L'année suivante, l'Impact avait aussi défilé au centre-ville.

Avec la Presse canadienne

BLOQUISTES

SUITE DE LA PAGE 1

Le candidat libéral Gilbert Tremblay connaît ces récriminations et les utilise. Lundi, lors d'un débat radiophonique avec M. Gagnon, il lui a demandé à maintes reprises pourquoi il n'écrivait pas clairement dans son dépliant électoral qu'il voulait faire la souveraineté. M. Gagnon se défend en entrevue. «Je suis souverainiste et je ne m'en cache pas. Mais si je parlais de ça, je me ferais dire que je ne parle pas des enjeux régionaux.»

M. Gagnon axe beaucoup sa campagne sur le bois d'œuvre. La région est durement touchée par le conflit commercial avec les États-Unis: 2300 emplois seraient affectés dans sa circonscription, soit le tiers de tous ceux qui le sont au Québec.

Mauvais forum

Ils seraient ainsi une cinquantaine de personnes à tenter, à des degrés divers, d'en convaincre d'autres. M. Pilote pense pouvoir attirer environ 500 personnes. S'ajoute à cela la tiédeur des troupes péquistes. En entrevue, le député Stéphane Tremblay (celui qu'on tente justement de remplacer avec cette élection partielle puisqu'il a fait le saut sur la scène provinciale) est plutôt discret. Il paraît débordé avec ses nouvelles responsabilités. Lorsqu'on lui demande s'il pense avoir un rôle pour rallier les troupes, il se montre peu enflammé. «Moi, publiquement, ce que je peux faire, c'est l'appuyer. Mon monde travaille pour lui, mais pas tout le monde.»

Dans tout ce débat, c'est l'utilité d'avoir un parti nationaliste à Ottawa qui est surtout remise en question. Lac-Saint-Jean-Saguenay est un château fort du Bloc québécois depuis sa création: le parti a remporté la circonscription avec 65 % des voix aux dernières élections générales fédérales, contre 23 % pour le Parti libéral. Il faut remonter à 1984 pour trouver un

député libéral. Avant le Bloc, on votait conservateur... On se demande maintenant s'il ne faudrait pas revenir à cette formule.

«Globalement, oui, je me pose la question à savoir s'il demeure pertinent que le Bloc soit à Ottawa», lance Marc Beausoleil, un péquiste de longue date et ancien adjoint de l'ex-ministre Jacques Brassard. «Mais c'est une interrogation qui dépasse le 9 décembre, une interrogation que tout le mouvement souverainiste doit se poser.»

Il croit encore qu'il est préférable, cette fois-ci, de voter pour le Bloc plutôt que pour le parti de Jean Chrétien, mais il faudra trouver autre chose. «Il y a un problème d'alternatives. Il faudrait un front national à Jean Chrétien et il n'y en a pas. On a parlé de la venue de Bernard Lord. Ça serait une perspective intéressante, mais elle n'est pas existante», déplore-t-il.

Un autre des militants qui voteront libéral, Gilles Goulet, dit être «arrivé quasiment à la rivière». «Plus jamais je ne serai bloquiste.» «Pour moi, le Bloc à Ottawa, ce serait terminé. Il est temps de ravoier nos conservateurs, nos bleus.»

M. Pilote pousse même l'analyse plus loin. Il faut «dépolitiser» la souveraineté, croit-il. «Enlevons des mains des partis politiques l'objet de la souveraineté et remettons-la entre les mains des citoyens, comme Jacques Parizeau l'a proposé.» Cela s'applique tant au Bloc québécois, dont «l'inutilité devient presque une vérité de La Palice», qu'au Parti québécois. «Lorsque le PQ a entre les mains à la fois la souveraineté et les affaires de l'État, il y perd son latin», illustre M. Pilote.

Le maire d'Alma, Jean-Maurice Harvey, résume ainsi la situation: «Une victoire écrasante du Bloc [comme les dernières fois] serait surprenante pour tout le monde. On dirait que malgré tout, le nationalisme l'a remporté. Mais moi, je dis que ce sera beaucoup plus serré.» «C'est un comté d'engagement nationaliste mais qui s'autocritique lui-même.»

Pénurie de logements

Boisclair réclame «d'urgence» une conférence fédérale-provinciale

TOMMY CHOUNARD
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Québec, Gatineau et Montréal figurent en tête de liste des grandes régions du pays où il est le plus difficile de trouver à se loger. S'il en est ainsi, c'est parce que Québec ne dispose pas des pleins pouvoirs en matière d'habitation, plaide le ministre des Affaires municipales, André Boisclair. C'est pourquoi il réclame «d'urgence» une conférence fédérale-provinciale sur le transfert de cette compétence aux provinces.

L'enquête de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, dont les résultats ont été dévoilés mardi, démontre que la pénurie de logements persiste et que les taux d'occupation sont au plus bas dans plusieurs villes de la province (0,3 % à Québec, 0,5 % à Gatineau et 0,7 % à Montréal). Ces chiffres sont reconnus par Québec et rejoignent ceux de la Société d'habitation du Québec, souligne M. Boisclair. Selon lui, la crise du logement exprimée par ces statistiques est telle dans plusieurs villes du pays que «le gouvernement fédéral doit convenir de rencontrer les provinces sur cette question avant le prochain budget fédéral», a-t-il indiqué hier lors d'un point de presse.

Or le ministre fédéral responsable de la SCHL, David Collette, a fait savoir récemment à Québec qu'une rencontre prévue avant Noël avec les provinces était annulée. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, le fédéral veut attendre après le printemps prochain, après le dévoilement du budget, pour tenir une telle rencontre.

Le débat sur le transfert des responsabilités en matière d'habitation dure depuis trois ans. Si Ottawa est d'accord sur le principe, il ne s'entend pas avec Québec sur le pourcentage des fonds fédéraux qui doivent être investis à l'occasion de ce transfert de compétence. Ottawa le chiffre à 18 %, soit 189 millions de dollars; Québec veut 289 millions, c'est-à-dire 24 %, l'équivalent de son poids démographique au Canada. Un écart de 100 millions de dollars sépare les deux parties. «Il m'importe d'aller chercher cet argent, de le mettre à contribution le plus rapidement possible pour aider ceux qui pourraient connaître des problèmes de logement en juillet prochain et d'investir la très grande majorité de cette somme dans la construction de logements sociaux», a-t-il affirmé.

Si M. Boisclair note que la construction de logements sociaux ne se fait pas aussi rapidement que prévu, il précise que l'engagement de construire 11 500 logements sociaux d'ici cinq ans tient toujours et que les mises en chantier au Québec en 2002 sont deux fois plus élevées que la moyenne canadienne.

VÉRIFICATRICE

SUITE DE LA PAGE 1

Or, mardi, Bernard Landry et Pauline Marois s'étaient tous deux appuyés sur le fait que le conseil d'administration de la Caisse était constitué de «gens responsables venant de divers horizons de la société québécoise» pour recommander la patience aux députés libéraux. Le premier ministre a donc changé d'idée.

Annoucée au printemps 2000, la construction de l'immeuble de 600 000 pieds carrés dans le Quartier international devait coûter 102,5 millions de dollars (150 millions si on inclut le stationnement souterrain de 1200 places). Deux ans plus tard, ce montant serait passé à plus de 300 millions. La Caisse mène présentement une vérification interne.

«Il y a une rumeur grave, extrêmement grave parce qu'un triplement des coûts, ça nous ramène aux années olympiques, a admis M. Landry hier matin. Alors, ce qu'il faut savoir le plus rapidement possible, c'est quels sont les montants en cause? Le budget de départ, le budget d'aujourd'hui et le budget projeté jusqu'à completion des travaux.»

Et le premier ministre a promis de ne pas se cacher la tête dans le sable si les révélations des derniers jours s'avéraient. «Si ces rumeurs étaient fondées, c'est une chose extrêmement grave, c'est une chose grave pour la crédibilité d'une institution centrale au Québec. Sur ça, que tout le monde le sache, nous n'avons aucune complaisance, nous irons jusqu'au bout des faits, jusqu'au dernier des éventuels 300 millions. [...] Tout sera su, tout sera connu, et les responsables assumeront leurs responsabilités.»

Jean Charest croit que le gouvernement ne pouvait ignorer la situation puisque le sous-ministre des Finances, Gilles Godbout, siège au conseil d'administration de la Caisse. «Les dépassements de coûts se sont faits sans qu'il y ait personne au gouvernement qui sonne la cloche d'alarme.» Bernard Landry a répondu qu'il était possible que les membres du conseil n'aient rien su «parce que tout ne remonte pas au fur et à mesure d'un chantier de construction sur la table du conseil à chaque jour.»

Au bureau de la Vérificatrice générale, on a confirmé que Doris Paradis avait bel et bien reçu une lettre hier après-midi lui demandant de procéder à une «vérification complète des faits entourant l'adjudication des contrats, la gestion du projet de développement et les coûts de construction». Mme Paradis va entreprendre immédiatement des «travaux sur le sujet» et des rencontres sont déjà prévues avec «les personnes concernées à la Caisse». Bien qu'aucun échéancier ne soit fixé pour le moment, la Vérificatrice a fait savoir que ce dossier était prioritaire.

Le président-directeur général de la CDP a bien accueilli la nouvelle. Par voie de communiqué, Henri-Paul Rousseau a précisé que la Vérificatrice générale «pourra bénéficier de toute la collaboration des équipes de la Caisse et de ses filiales pour la réalisation de son mandat». Il ajoute que Mme Paradis pourra consulter les résultats de l'enquête interne présentement en cours «dans le cadre du diagnostic global lancé en septembre dernier.»